



COUP DUR CONTRE LE TRAFIC
DE PSYCHOTROPES :
Démantèlement
de deux réseaux criminels
internationaux transfrontaliers
par l'ANP

page 3

ED DIWAN



Quotidien national d'informations

Mercredi 04 Février 2026

- Prix : 15 DA Tirage 2000

CONFERENCE DES CHEFS DE POSTES CONSULAIRES :

Sifi Ghrieb: « Le président de la République accorde un intérêt particulier à la communauté nationale à l'étranger »

Actualité



page 2



Le président de la République reçoit le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République portugaise

2

COOPERATION BILATERALE :
Attaf reçoit son homologue portugais

2

DJAMEL EDDINE CHOUTRI :
« L'exploitation de la mine de Gara Djebilet permettra de renforcer la souveraineté industrielle et de booster l'économie nationale »

3

RAMADHAN 2026:

Mme Abdellatif préside une réunion de coordination avec des opérateurs économiques

p3

Le président de la République reçoit le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République portugaise

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, ce mardi, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères de la République portugaise, M. Paulo Rangel, ainsi que la délégation qui l'accompagne indique un communiqué de la présidence de la République.



On assisté à la rencontre le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, le conseiller auprès du Président de la République,

chargé de la Direction générale de la communication, Kamal Sidi Saïd, le conseiller auprès du Président de la République chargé des Affaires diplomatiques, Amar Abba, et l'ambassadeur d'Algérie au Portugal, Saïd Moussi.

LE PREMIER MINISTRE, SIFI GHRIEB:

« Le président de la République accorde un intérêt particulier à la communauté nationale à l'étranger »

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, ce mardi, que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde un intérêt particulier à la communauté nationale établie à l'étranger, soulignant que son récent appel aux jeunes se trouvant à l'étranger en situation précaire et irrégulière témoigne de son engagement permanent à protéger les enfants de l'Algérie où qu'ils se trouvent. Dans une allocution prononcée à l'ouverture de la Conférence des chefs de postes consulaires, qu'il a été chargé de présider par le président de la République, au siège du ministère des Affaires étrangères, M. Sifi Ghrieb a précisé que la tenue de cette conférence, plus de 20 ans après sa première édition, s'est imposée comme une nécessité, afin d'évaluer ce qui a été accompli en direction de la communauté nationale à l'étranger et d'adapter les mesures et procédures qui lui sont destinées. Le Premier ministre a rappelé que l'Algérie a ancré dans la Loi fondamentale la place particulière qu'elle accorde à sa communauté nationale à l'étranger, en stipulant expressément que l'Etat œuvre à la protection des droits et des intérêts des citoyens à l'étranger et veille à la sauvegarde de leur identité et de leur dignité et à la consolidation de leurs liens avec la Nation, tout en encourageant

leur contribution au développement de leur pays d'origine. «Cette orientation, qui considère la communauté nationale à l'étranger comme partie intégrante de la Nation, témoigne de l'intérêt qu'accorde le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à notre communauté à l'étranger, qu'il place au cœur de ses préoccupations, ce qui nous amène à réaffirmer cette orientation et à ne ménager aucun effort pour concrétiser cette vision éclairée», a-t-il poursuivi. Il a estimé, dans ce sens, que les missions dont sont investis les consuls généraux et les consuls «revêtent une importance majeure, au regard de leur lien étroit avec la concrétisation de l'engagement du président de la République à protéger nos ressortissants à l'étranger et à encourager leur contribution effective au processus de renouveau national». M. Sifi Ghrieb a fait remarquer que l'engagement du président de la République à protéger la communauté se reflète clairement dans l'intégration de la dimension «communauté nationale à l'étranger» dans la dénomination du secteur des Affaires étrangères et la nomination d'un secrétaire d'Etat chargé de la Communauté nationale à l'étranger, des démarches qui traduisent explicitement la mobilisation d'une partie de l'activité gouvernementale au service

de la communauté à l'étranger. Evoquant le récent appel du président de la République aux jeunes Algériens se trouvant à l'étranger en situation précaire et irrégulière, le Premier ministre a soutenu que «la décision de régularisation de la situation de ces Algériens et de ces Algériennes est une preuve supplémentaire de cet engagement permanent à protéger les enfants de l'Algérie». Cette décision exige des chefs de postes consulaires de «déployer les efforts requis pour suivre sa mise en œuvre, à la mesure de l'importance accordée par les hautes autorités du pays à l'ancrage du principe de protection de nos citoyens, toutes catégories confondues, en toutes circonstances et où qu'ils se trouvent», a-t-il insisté. Le Premier ministre a, par ailleurs, rappelé «l'engagement de l'Etat à assurer une prise en charge optimale de la communauté nationale établie à l'étranger, à la protéger et à demeurer à l'écoute de ses préoccupations», affirmant que pour atteindre cet objectif «il importe de continuer à soutenir le rôle de notre réseau diplomatique et consulaire dans le développement de ses méthodes de travail afin qu'il puisse assumer les missions qui lui incombe envers cette importante frange de la société algérienne».

CONFERENCE DES CHEFS DE POSTES CONSULAIRES: Une halte importante dans la modernisation des prestations au profit de la diaspora

La conférence des Consuls Généraux et Consuls d'Algérie s'est ouverte hier mardi au siège du ministère des Affaires étrangères, par une cérémonie officielle présidée par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, en présence de plusieurs membres du Gouvernement. Dans son discours d'ouverture, le Premier ministre a mis l'accent sur l'importance de cette rencontre qui vise à

poursuivre l'amélioration de la performance du réseau consulaire national qui est pleinement mobilisé au service des ressortissants algériens à l'étranger. Cette rencontre reflète également l'importance primordiale qu'accorde le Gouvernement à l'action en direction de la communauté nationale établie à l'étranger, dans le cadre de la mise en œuvre des hautes instructions

du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dont l'un des engagements phares porte sur la protection de la communauté nationale à l'étranger et l'encouragement de son implication dans le renouveau national. Pour sa part, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, M. Sofiane

Chaib, a indiqué que «les axes stratégiques de l'engagement présidentiel n'ont eu de cesse de se consolider par des actions concrètes et palpables au profit de nos concitoyens à l'étranger», ajoutant que cette rencontre «s'inscrit dans cette dynamique constante de prise en charge des préoccupations et attentes de nos concitoyens à l'étranger».

BECHAR :

Saisie de plus de 280 kg de kif traité par l'ANP

Une unité de sécurité relevant du secteur militaire de Béchar a procédé, ce lundi, à la saisie de 280 kilogrammes de kif traité dans la région de Ghenama, wilaya de Béchar. Selon un communiqué

du ministère de la Défense nationale (MDN), cette opération s'inscrit dans la continuité de celle annoncée le 27 janvier dernier, menée dans la même zone frontalière. Cette précédente interven-

tion avait permis la neutralisation de trois trafiquants armés de nationalité marocaine, l'arrestation d'un quatrième, ainsi que la saisie d'une arme à feu, d'une lunette de visée et de 521 kilo-

grammes de kif traité. Avec cette nouvelle prise, la quantité totale de drogue saisie dans cette région dépasse désormais les huit quintaux. Cette importante saisie, réalisée en un laps de temps ré-

duit et dans la même zone frontalière, met en évidence l'ampleur de la menace liée au trafic de drogue, qui vise directement la sécurité nationale et la jeunesse du pays.

ED-DIWAN

Quotidien National d'Informations
Edité par EURL Société Seghir de communication
Le Site : www.fr.eddiwan.dz

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN / E - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Cite bois des pins ALGER
Directrice de la publication
FATIMA-ZOHRA SEGHIR

Impression : SIA
ZI el Alia - Béb Ezzouar - Alger
DIFFUSION: eldjazairdoc.com
« Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur-Alger.
Téléphone : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45/020.05.13.77
agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email : contact@eddiwan.dz
esc.societe@gmail.com
0660 74 95 86
Service Publicité
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes et les photographies envoyés ou remis à la rédaction ne peuvent être rendus ni faire l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite de tout article sauf accord de la direction du journal.

DJAMEL EDDINE CHOUTRI :

« L'exploitation de la mine de Gara Djebilet permettra de renforcer la souveraineté industrielle et de booster l'économie nationale »

Le chef de cabinet de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, Djamel Eddine Choutri, a souligné l'importance de l'exploitation de la mine de Gara Djebilet, en tant que démarche stratégique à même de renforcer la souveraineté industrielle de l'Algérie et d'insuffler une forte dynamique à l'économie nationale.

S'exprimant sur les ondes de la Chaîne 1 de la Radio nationale, M. Choutri a indiqué que la mine de Gara Djebilet jouit d'atouts compétitifs majeurs, dont d'importantes réserves de minerai de fer, estimées à 3,5 milliards de tonnes, en sus de la teneur élevée en métal, précisant que la réalisation de la ligne ferroviaire permettra de relever les défis géographiques et logistiques en transportant les minerais vers les usines de transformation dans le Nord du pays. Il a ajouté que la disponibilité de la matière première à l'échelle locale renforcera la souveraineté industrielle, d'autant que les usines algériennes consomment annuellement près d'un (1) milliard de dollars de matières premières importées. Le responsable a, dans ce sens, indiqué qu'un projet de production de 4 millions de tonnes de minerai de fer est en cours à Gara Djebilet, lesquelles seront acheminées vers l'usine de Béchar pour traitement afin de rendre ce minerai exploitable, dans une première phase, en le combinant avec la matière importée par les unités du Complexe Tosyali, et ce, jusqu'au mois de mai prochain. Selon M. Choutri, l'usine de prétraitement de Gara Djebilet entrera en service fin mai prochain, ce qui permettra d'injecter des quantités significatives de matière première au profit du Complexe Tosyali, dans le cadre de l'augmentation des capacités nationales de l'industrie sidérurgique. Il a également indiqué que l'extension du projet dans les prochaines années permettra l'émergence d'une "véritable ville minière", avec en prévision la création de 500 emplois directs, et trois fois plus d'emplois indirects. Dans le même contexte, M. Choutri a révélé que le Complexe de Toumiat dans la wilaya de Béchar, fera l'objet d'une extension visant à atteindre une capacité de production de 10 millions de tonnes de matières premières à court et moyen termes, ce qui permettra de cou-



vrir les besoins nationaux et d'orienter l'excédent vers l'exportation. Concernant la mine d'Oued Amizour dans la wilaya de Béjaïa, M. Choutri a annoncé le lancement des études inhérentes à l'ouverture, avec une programmation accélérée de la cadence d'exploitation et la réalisation d'une unité de traitement des minerais. Ce projet vise une production annuelle de deux millions de tonnes de zinc-plomb, soit 170 000 tonnes de zinc et 30 000 tonnes de plomb par an. Concernant le projet de phosphate intégré dans la wilaya de Tébessa, il a souligné qu'il s'inscrit dans la stratégie de sécurité alimentaire à travers la fourniture d'engrais. La première phase comprend l'exploitation de la mine de

Bled El Hadba et le traitement local du minerai brut afin d'en extraire 10 millions de tonnes, dont 6 millions de tonnes seront acheminées comme matière première vers la wilaya de Souk Ahras, plus précisément vers Oued Kebrir, et la deuxième phase prévoit la construction d'un complexe de traitement chimique et de production de produits intermédiaires et finis (engrais et fertilisants). La troisième phase comprend l'extension du quai minier d'Annaba, parallèlement à l'accélération de la cadence de la réalisation de la ligne ferroviaire de l'Est, selon le responsable, qui prévoit la création de 1200 emplois dans les wilayas de Tébessa et de Souk Ahras, à la faveur de ce projet.

RAMADHAN 2026:

Mme Abdellatif préside une réunion de coordination avec des opérateurs économiques

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a présidé, lundi à Alger, une réunion de coordination avec les représentants de plusieurs organisations, organismes et entreprises économiques, consacrée aux derniers préparatifs en prévision du mois sacré de Ramadhan, indique un communiqué du ministère. La réunion a vu la participation des présidents et des représentants

du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), de l'Union nationale des entrepreneurs publics (UNEP), de l'Association des producteurs algériens de boissons, de la Confédération nationale du patronat algérien (CNPA), du Club des entrepreneurs et industriels (CEI), de la Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC), outre les présidents et les directeurs des groupes économiques

publics, en présence des cadres du ministère et des responsables des instances sous tutelle, précise la même source. Au cours de la réunion, il a été convenu d'une participation active des opérateurs économiques et des groupes publics aux marchés de proximité, dont le lancement est prévu dans les 69 wilayas à partir de la semaine prochaine, dans le but de rapprocher les produits des citoyens et de renforcer leur abon-

dance, garantissant ainsi la stabilité du marché durant cette période. Dans ce sillage, la ministre a salué l'adhésion des opérateurs économiques aux initiatives pour la baisse des prix à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, estimant que ces démarches témoignent d'une responsabilité sociale et contribuent au soutien de la stabilité du marché et au renforcement du pouvoir d'achat du citoyen, conclut le communiqué.

BMS:

Des vents forts jusqu'à 90 km/h souffleront aujourd'hui sur plusieurs wilayas

Des vents forts jusqu'à 90 km/h souffleront, mercredi, sur plusieurs wilayas, indique, mardi, un Bulletin météorologique spécial (BMS), émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de

vigilance "Orange", le BMS concerne les wilayas de Tlemcen, Ain Témouchent, Oran, Mostaganem, Chlef, Ain Defla et Tipaza, où la direction des vents sera du sud-ouest, avec une vitesse com-

prise entre 60 et 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h, et ce le mercredi de 9h00 à 18h00. Les vents forts sont attendus également dans les wilayas d'Alger, Boumerdes, Blida et

Médéa (nord), où la direction des vents sera de sud-ouest avec une vitesse oscillant entre 60 et 70 km/h, atteignant ou dépassant parfois 90 km/h, et ce le mercredi de 12h00 à 21h00.

COUP DUR CONTRE LE TRAFIC DE PSYCHOTROPES :

Démantèlement de deux réseaux criminels internationaux transfrontaliers par l'ANP

Le ministère de la Défense nationale (MDN) a annoncé, hier, le démantèlement de deux réseaux criminels internationaux transfrontaliers et la mise en échec de tentatives de commercialisation de plus de quatre millions de comprimés

psychotropes. Dans le cadre des opérations visant à lutter contre le trafic de drogue et les substances psychotropes, des unités de la Gendarmerie nationale, relevant de la première région militaire, ont mené, lundi, deux opérations dis-

tinctes à Alger, ayant abouti au démantèlement de deux réseaux criminels spécialisés dans le trafic illicite de substances psychotropes. Selon un communiqué du MDN, ces deux opérations ont permis de déjouer la mise sur le marché de 4

292 000 comprimés psychotropes, d'interiquer vingt (20) narcotrafiquants, ainsi que de procéder à la saisie de dix (10) véhicules touristiques, en plus de sommes d'argent et d'autres objets utilisés dans ces activités criminelles.

EDUCATION:

Report de l'entretien oral du concours sur titre pour le recrutement d'enseignants

Le ministère de l'Education nationale a annoncé lundi, dans un communiqué, le report de la date de l'entretien oral du concours sur titre pour le recrutement d'enseignants au titre de l'année 2025, aux 24, 25 et 26 mars. "Compte tenu du nombre important de candidats inscrits au concours sur titre pour le recrutement d'enseignants au titre de l'année 2025, recensés par le ministère de l'Education nationale, et afin de réunir les conditions nécessaires au bon déroulement de l'opération et d'en assurer la transparence et la crédibilité, il a été décidé de reporter la date de l'entretien oral aux 24, 25 et 26 mars 2026, au lieu de la date précédemment fixée au 21 février 2026", précise le communiqué.

USINES DE DESSALEMENT :

L'ADC adopte des solutions innovantes pour maîtriser l'énergie

L'Algerian Desalination Company (ADC), filiale du groupe Sonatrach, a engagé une démarche résolue en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique de ses installations de dessalement d'eau de mer, à travers l'intégration progressive de technologies de pointe visant à réduire significativement la consommation électrique, a indiqué, mardi, Mouloud Hachefaf, assistant du PDG de l'ADC chargé de la communication. Le dessalement de l'eau de mer étant une activité fortement énergivore, l'ADC a été amenée à adopter des solutions technologiques innovantes, telles que la technologie PX (Pressure Exchanger), également connue sous l'appellation de récupérateurs d'énergie, a-t-il expliqué dans une déclaration à l'APS, en marge du Salon des Energies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se poursuit au Centre des conventions d'Oran jusqu'au 4 février. Ces équipements permettent de récupérer la pression générée au cours des différentes phases du processus de dessalement et de la transformer en énergie réutilisable, contribuant ainsi à une réduction de la consommation électrique estimée entre 40 et 50%, a-t-il précisé. La technologie PX est déjà opérationnelle dans cinq usines à travers le pays, notamment à Oran, Tipaza, Boumerdes, El Tarf et Béjaïa, a-t-il souligné, ajoutant qu'elle sera systématiquement intégrée dans tous les futurs projets de dessalement. Par ailleurs, l'ADC a opté pour l'osmose inverse, considérée comme la technologie la moins énergivore comparativement aux procédés thermiques, tels que la distillation multi-étage (MSF), contribuant ainsi à une optimisation globale de la consommation énergétique, a encore dit M. Hachefaf. Abordant les perspectives à l'horizon 2030, le même responsable a indiqué que l'ADC ambitionne d'intégrer un mix énergétique plus durable, reposant notamment sur le recours au photovoltaïque pour l'alimentation partielle des stations de dessalement. L'objectif est de couvrir jusqu'à 30% des besoins énergétiques de chaque station à partir de l'énergie solaire. Un tel projet nécessite toutefois d'importantes superficies foncières, pouvant atteindre environ 30 hectares par station, a-t-il précisé. Des projets pilotes ont déjà été lancés, notamment au niveau de la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal, à Ain Temouchent, a-t-il rappelé, soulignant que l'ADC entend désormais passer à une mise en œuvre à plus grande échelle, de manière progressive et méthodique.

ARRIVEE DES PREMIERES CARGAISONS DE MINERAIS DE FER DE LA MINE DE GARA DJEBILET A ORAN :

Une étape majeure dans la concrétisation d'un plan de développement global et intégré

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, hier lundi à Oran, que l'arrivée des premières cargaisons de minerai de fer extraits de la mine de Gara Djebilet, dans la wilaya de Tindouf, et destinées au complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua (Oran), constitue «un jour historique et une étape majeure dans le cadre de la concrétisation d'un plan de développement global et intégré de l'industrie algérienne».

Dans une déclaration à la presse, en marge de sa supervision, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, du suivi de l'arrivée et du déchargement des premières cargaisons, le Premier ministre a mis en exergue l'importance de l'industrie sidérurgique en tant que locomotive du développement économique des pays, soulignant qu'elle représente «un pilier de tout développement économique, en plus de l'ouverture de lignes ferroviaires». M. Sifi Ghrieb a précisé que le minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet est «de bonne qualité», adressant, à cette occasion, ses félicitations au peuple algérien ainsi qu'à l'ensemble des acteurs ayant contribué à la réalisation de ce projet, soulignant que l'Algérie est «une terre d'exploit».



LIGNE MINIERE FERROVIAIRE OUEST: Une infrastructure sans précédent à la portée économique multidimensionnelle



La ligne minière ferroviaire occidentale Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, s'étendant sur une distance de 950 km et mise en service officiellement hier dimanche par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune, est parmi les plus grands projets structurants réalisés en Algérie, au regard de son envergure, ses capacités opérationnelles ainsi que de l'ampleur des moyens humains et techniques mobilisés pour sa réalisation dans des délais records. D'une portée économique nationale multidimensionnelle, ce projet stratégique revêt une importance majeure, car il constitue un apport essentiel dans le cadre de l'exploitation du gisement de Gara Djebilet, de nature à assurer l'approvisionnement en matières premières pour toute l'industrie nationale du fer et de l'acier, à générer une plus grande valeur ajoutée locale et à contribuer à la diversification de l'économie hors hydrocarbures. La ligne minière Ouest incarne ainsi un projet structurant par excellence, reflétant la capacité des entreprises nationales à réaliser de grands projets selon des normes techniques élevées, avec des chiffres confirmant le caractère stratégique de cet investissement dans le soutien à l'économie nationale et la valorisation des ressources minières. Il permet ainsi le transport du minerai de fer du gisement de Gara Djebilet (Tindouf), en plus du transport des voyageurs et des marchandises, à des vitesses pouvant atteindre 160 km/h pour les passagers et 80 km/h pour les marchandises et les produits miniers, avec une capacité quotidienne estimée à 24 trains pour les matières minières, deux trains pour les voyageurs et deux trains pour les marchandises. En ce qui concerne le rythme de réalisation, les travaux du projet ont été achevés le 31 décembre 2025, soit avant les délais contractuels fixés à juin 2026, reflétant la parfaite maîtrise de la planification et de l'exécution, la durée globale de réalisation n'ayant pas dépassé 25 mois. Les travaux ont

consisté en d'importantes opérations de terrassement, estimées à 15,24 millions de mètres cubes de remblais et 54,28 millions de mètres cubes de déblais, en plus de la réalisation de différentes couches pour un volume de 2,58 millions de mètres cubes, ainsi que la pose de 1.026,22 kilomètres de voie ferrée, à un rythme quotidien de 10 km, une première dans les projets ferroviaires nationaux. Pour la première fois en Algérie aussi, la technique du train de pose de voie ferrée a été utilisée, avec une capacité de réalisation de 6 kilomètres par jour, ce qui a permis d'accélérer le rythme des travaux et d'atteindre des records dans la pose de la voie. Plus d'un million de traverses en béton ont également été produites, à un rythme quotidien de 6.000 unités à travers les différentes usines, avec un pic de production ayant atteint 4.700 unités par jour à l'usine de Hassi Khebbi (Tindouf), illustrant le développement des capacités industrielles mobilisées pour la réalisation du projet. Au niveau des ouvrages d'art, le projet a englobé la réalisation de 45 grands ponts ferroviaires d'une longueur totale de 20,04 km, dont le pont de l'oued Daoura, considéré comme l'ouvrage le plus important avec une longueur de 4,11 km, en plus de 50 passages inférieurs et supérieurs routiers, ainsi que la réalisation de sept gares principales à Abadla, Hamaguir, Tabebala, Hassi Khebbi, Oum El Assel, Tindouf et Gara Djebilet, outre 28 gares de croisement. L'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (Anesrif), en sa qualité de maître d'ouvrage, a confié

les travaux de réalisation à plusieurs entreprises nationales, dont Cosider Travaux publics, l'Entreprise nationale des grands ouvrages d'art, la Société nationale des infrastructures ferroviaires (Infrarail), la Société nationale de génie civil et bâtiment, l'Entreprise de réalisation des infrastructures ferroviaires (Inrafer), ainsi que l'Entreprise chinoise de réalisation ferroviaire CRCC. Plus de 11.000 travailleurs ont été mobilisés pour la réalisation de ce projet, en plus de 4.106 engins spécialisés et camions, outre la création de 42 bases de vie et 38 ateliers de préfabrication, et l'exploitation de 471 carrières et sablières pour la fourniture des différents matériaux nécessaires à l'exécution des travaux. Par ailleurs, 7.515 tonnes d'explosifs ont été utilisées, notamment sur le tronçon Hamaguir-Oum El Assel, à raison de trois opérations de dynamitage par semaine, dans des conditions techniques complexes.

La ligne ferroviaire minière Ouest par les chiffres

La ligne ferroviaire minière Ouest Gara Djebilet-Tindouf-Béchar, mise en service officiellement, dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constitue l'un des symboles majeurs des réalisations nationales dans le domaine des grandes infrastructures de base. Voici les principaux indicateurs de cette importante réalisation ferroviaire.

Indicateurs généraux :

Longueur : 950 km.

Vitesse des trains sur la ligne : 160 km/h pour les voyageurs et 80 km/h pour les marchandises et les produits miniers.

Fonction : transport de produits miniers, de voyageurs et de marchandises.

Capacités de transport quotidiennes : 24 trains pour les produits miniers, deux trains pour les voyageurs, deux trains pour les marchandises.

Dates et événements importants : Novembre 2023 : le Président de la République donne le coup d'envoi du projet.

Avril 2025 : le Président de la République met en service le tronçon Béchar-Abadla (100 km).

5 juillet 2025 : achèvement des travaux du tronçon reliant Tindouf à Gara Djebilet (135 km).

31 décembre 2025 : achèvement des travaux avant l'expiration des délais contractuels fixés jusqu'à juin 2026 (25 mois seulement).

Consistance des travaux :

Terrassement : remblai de 15,24 millions de mètres cubes, excavation de 54,28 millions de mètres cubes, différentes couches de 2,58 millions de mètres cubes.

Longueur de la voie posée : 1.026,22 kilomètres.

Nombre de traverses en béton produites : 1,6 million d'unités.

Ouvrages d'art :

Grands ponts ferroviaires : 45 unités (20,04 kilomètres).

Pont de l'oued Daoura : principal ouvrage d'art d'une longueur de 4,11 km.

Passages inférieurs et supérieurs routiers : 50 unités.

Gares (sept) : Abadla, Hamaguir, Tabebala, Hassi Khebbi, Oum El Assel, Tindouf, Gara Djebilet.

Chiffres et statistiques :

Nombre de travailleurs sur le projet : 11.457 travailleurs.

Ateliers de préfabrication : 38.

Usines de traverses en béton pour la voie : usine de Hassi Khebbi : 3.000 unités par jour, unité de Hassi Mouinir : 1.000 unités par jour, en plus des unités de Rouiba, Beni Saf, Hassi Bahbah, Aïn Oussara et Naâma.

Carrières et sablières : 471 (423 carrières, 48 sablières).

BAD:

Un financement de près de 30 millions de dollars pour un centre d'excellence en biomédical au Rwanda

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a approuvé un financement de 29,85 millions de dollars pour la phase II du projet de Centre d'excellence en génie biomédical et cybersanté du Rwanda, a annoncé la BAD dans un communiqué publié sur son site web. Le projet, dont le coût total s'élève à 33,64 millions de dollars, sera financé à hauteur de 24,64 millions de dollars par le Fonds africain de développement, le guichet concessionnel du Groupe de la BAD, et de 5,21 millions de dollars par la Banque africaine de développement. Le financement complémentaire sera assuré par le gouvernement rwandais. La phase II vise à étendre et moderniser le centre situé à Kigali Innovation City, à travers de nouvelles infrastructures, des laboratoires modernes, des équipements de pointe et le renforcement des programmes universitaires et des liens avec le secteur privé. Le projet permettra de former 470 étudiants en ingénierie biomédicale, santé numérique et sciences de la réadaptation, principalement issus du Rwanda et d'autres pays de l'Afrique de l'Est. Il prévoit également la formation du personnel académique de l'Université du Rwanda. Selon la BAD, le projet contribuera à améliorer l'accès à des soins de santé de qualité, notamment grâce à la santé numérique et à la télémédecine, tout en soutenant l'innovation et la création d'emplois. Le projet sera mis en oeuvre par le gouvernement rwandais via l'Université du Rwanda et s'étendra jusqu'en 2030.

OPEP+ :

L'Algérie et sept autres pays maintiennent la suspension de l'augmentation de la production au 1er trimestre

L'Algérie et sept autres pays de l'Opep+ ont confirmé, dimanche, leur décision adoptée en novembre dernier de suspendre toute augmentation de la production jusqu'en mars 2026, contribuant ainsi à préserver les équilibres du marché au profit des producteurs et des consommateurs, indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines. Cette décision a été réaffirmée lors d'une réunion de coordination tenue par visioconférence entre les huit pays engagés dans des ajustements volontaires de production dans le cadre de l'Opep+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres). Il s'agit de l'Algérie, de l'Arabie saoudite, des Emirats arabes unis, de l'Irak, du Kazakhstan, du Koweït, d'Oman et de la Russie, précise la même source. La réunion ministérielle a été consacrée à la mise en œuvre des mécanismes d'évaluation et de suivi des décisions des pays participants à la Déclaration de Coopération (OPEP+). A l'issue des échanges, les membres du Groupe ont confirmé le maintien de la suspension de toute augmentation de la production jusqu'en mars 2026, réaffirmant "leur engagement en faveur d'une coordination étroite entre les huit pays et l'importance d'un suivi continu et attentif de l'évolution du marché pétrolier international". Selon le communiqué, le maintien des niveaux de production au premier trimestre est "pleinement cohérent avec les conditions actuelles du marché et témoigne du sens des responsabilités et de la crédibilité des pays de l'OPEP+". Dans un contexte marqué par des facteurs saisonniers, "cette approche prudente et proactive contribue à préserver les équilibres du marché au profit des producteurs et des consommateurs".

Oualid supervise à Sétif l'ouverture du 3e Salon international de l'aviculture, aliments de bétail et vétérinaires

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid, a supervisé, hier lundi à Sétif, l'ouverture du 3e Salon international de l'aviculture, aliments de bétail et vétérinaires (Agro-Sétif).

Le ministre a indiqué, à l'issue d'une visite des différents pavillons de ce salon organisé sous un chapiteau géant près de l'université Sétif 2 et qui réunit 72 exposants, que sa présence vise à «accompagner les investissements, les efforts déployés et les évolutions de la filière avicole, très importante pour la sécurité alimentaire nationale». M. Oualid, qui s'est enquis, à cette occasion, des préoccupations des exposants, a évoqué les mesures prises sous l'égide de son département, telles que la fourniture urgente, fin 2025, de maïs en grain, et les dispositions arrêtées pour éviter toute perturbation dans l'approvisionnement de cette matière. Il a souligné, à ce propos, que des efforts étaient en cours pour établir une réserve stratégique afin d'éviter toute perturbation à l'avenir, d'autant, a-t-il dit, que l'aviculture contribue de manière significative à la sécurité alimentaire du pays, emploie de nombreux jeunes et fournit de la viande blanche à des prix très abordables pour le consommateur algérien. Il a ajouté que ses services s'emploient continuellement à maintenir des équilibres pour que le produit soit



vendu à des prix qui satisfassent le consommateur algérien, tout en visant la durabilité de cette activité et en évitant que les investisseurs dans ce domaine subissent des pertes. Pour M. Oualid, cet équilibre «est fortement lié à la fourniture des intrants (en particulier le maïs en grain)». M. Oualid a ajouté, dans le même contexte, que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'emploie à impliquer les acteurs de la filière avicole dans la prise de décisions ainsi que dans les différentes commissions concernées. Il a également fait part de la prise d'une série de mesures visant à

renforcer la protection sanitaire du bétail, comme la mise en place d'un cadre réglementaire permettant l'ouverture de laboratoires d'analyse spécialisés dans la santé animale et végétale, ce qui ouvre des perspectives prometteuses dans le domaine de l'emploi des ingénieurs et des diplômés des facultés de biologie et autres. En ce qui concerne les vétérinaires, le ministre a révélé que des travaux étaient en cours pour renforcer leur rôle par la création d'un ordre des vétérinaires, ce qui résoudra de nombreux problèmes et fera de cette catégorie professionnelle une force de proposition. Le président de la

Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hamblia, a salué, de son côté, l'importance accordée par l'Etat aux filières agricoles, en particulier l'aviculture et l'élevage de bétail qui constituent, selon lui, un moteur essentiel du développement économique et social, car leur stabilité signifie la stabilité du marché, la garantie de l'approvisionnement alimentaire et la protection du pouvoir d'achat des citoyens. Il convient de noter que ce salon international, organisé jusqu'à jeudi par une entreprise privée en coordination avec la Chambre de l'agriculture de Sétif, réunit 72 exposants, dont 4 étrangers.

BEJAIA :

Projet de mise en place d'un système d'alerte précoce des incendies de forêts

Le siège de la wilaya de Béjaïa abrite, lundi, un atelier pour débattre d'un projet d'élaboration d'un système d'alerte précoce pour la prévention des incendies de forêts. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'assistance technique fournie à notre pays par la Banque mondiale concernant la gestion des risques et catastrophes auxquels l'Algérie est exposée, sous l'égide des ministères de l'Intérieur, des Finances et la collaboration de la Délégation nationale pour les risques majeurs et la Direction générale des forêts (DGF).

Bejaïa choisie comme site pilote

Le wali de Bejaïa, Kamel Eddine Kerbouche, fait savoir dans son intervention que la wilaya de Bejaïa a été choisie comme site pilote pour ses caractéristiques forestières et son exposition aux risques d'incendies qui ont été exacerbés par les effets du changement climatique, considérant qu'un tel système de surveillance et d'intervention est d'une importance capitale pour la

protection des citoyens et de leurs biens ainsi que pour la préservation du patrimoine naturel. Dans ce cadre, il souligne l'engagement des services de la wilaya d'accompagner ce projet en mettant tous les moyens pour sa réussite. Abdelhamid Afra, directeur de la Délégation nationale aux risques majeurs, après avoir relevé l'expérience de la wilaya de Bejaïa dans la lutte contre les incendies de forêts, indique que le lancement de ce projet traduit la volonté des pouvoirs publics de renforcer les mécanismes de prévention, d'anticipation et de gestion des risques à travers l'introduction d'outils modernes d'alerte et de surveillance permettant une intervention rapide et efficace face aux départs de feux, contribuant ainsi à la réduction des pertes humaines et matériels et environnementales. Il rappelle que ce projet a débuté en 2020 avec le soutien financier et technique de la Banque Mondiale qui a déjà donné comme premier résultat un diagnostic général

de risques de catastrophes, soit 18 recensés, dont les incendies de forêts. **Un bilan incendies en nette baisse** Philippe Dardel, représentant de la Banque mondiale, met en exergue les diagnostics déjà établis en matière de préservation et de gestion des forêts et résumé l'assistance technique proposée dans une perspective opérationnelle. «On est ici spécifiquement à Bejaïa pour produire des améliorations au système d'alerte précoce et de réaction en réponse aux incendies de forêts de manière opérationnelle. C'est une assistance technique, prévue sur 8 mois», précise-t-il. De son côté, Melaine Kermarc, le coordinateur de cette étude présente les différentes phases par lesquelles passera le projet, à savoir le contenu de l'assistance technique, consultations et recueil de données, analyses préliminaires, avec comme résultat la production de cartes et une ébauche du système d'alerte précoce, qui devra

être validé, et qui s'appuiera en fine sur un dispositif de formation pour son déploiement sur le terrain. Le représentant de la DGF met l'accent sur la particularité forestière de la wilaya de Bejaïa qui, précise-t-il, a également été sélectionnée sur d'autres critères impliquant l'interaction agglomérations, populations et écosystème forestier. Il mettra en exergue l'importance cruciale dans la lutte contre les incendies de l'information et de la capacité technique, qui sont «le socle de la prévention et la lutte contre les incendies», tout en rappelant que les deux dernières années ont enregistré dans la wilaya de Bejaïa un bilan incendies en nette baisse, confortant ainsi la stratégie proactive mise en place qui a besoin d'un renforcement, juge-t-il en ajoutant que «nous compsons vraiment sur la mise en œuvre de ce projet pour arriver à un système d'alerte précoce qui sera extrapolé par la suite pour les autres wilayas».

ILLIZI : Quatre nouvelles lignes de transport urbain au chef-lieu de wilaya

Le réseau de transport urbain dans la commune chef-lieu de wilaya d'Ilizzi a été renforcé par quatre (4) nouvelles dessertes, conformément aux instructions du wali d'Ilizzi, Ahcène Kheldi, visant à améliorer les prestations de transport, et ce, en coordination avec la direction des transports de la wilaya, selon un communiqué de l'entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Ilizzi, soulignant que ses portes restent ouvertes pour recevoir d'éventuelles suggestions tendant à améliorer davantage le réseau de transport urbain.

EL-OUED : Crédit prochainement d'une académie de handball (wilaya)

Une académie sportive de handball sera créée prochainement dans la wilaya d'El-Oued, au titre des efforts visant à développer la formation des jeunes catégories dans un cadre structuré en mesure de former des joueurs professionnels, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Intervenant conformément aux orientations des hautes instances du pays visant la relance du sport scolaire pour en faire un mécanisme efficace d'encadrement et de formation de jeunes sportifs talentueux, le projet contribuera à l'ancrage de la culture du sport chez les jeunes, a expliqué le wali d'El-Oued, Larbi Bahloul, lors de la présentation du projet. L'idée de mise en place d'une académie de handball s'insère dans la perspective d'un soutien logistique confortant les résultats obtenus

ORAN : Projet de réalisation d'une usine de traitement primaire du minerai de fer au complexe Tosyali



Le complexe sidérurgique Tosyali, situé à Béthioua (est d'Oran), entamera, au cours de l'année en cours, la réalisation d'une usine de traitement primaire du minerai de fer extrait de la mine de Gara Djebilet (wilaya de Tindouf), en partenariat avec la Société nationale de recherche et d'exploitation minière (Sonarem), a indiqué le complexe dans un communiqué publié hier lundi. Selon le même communiqué, remis à la presse en marge de la supervision par le Premier ministre, M. Sifi Ghrib, sur instruction du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la cé- rémonie d'arrivée et de décharge- ment des premières cargaisons de minerai de fer extraits de la mine de Gara Djebilet et destinées au complexe, la capacité de produc- tion annuelle de cette usine est es- timée à 4 millions de tonnes. Elle comprendra une unité d'enrichis- sement, une unité de chaux et une troisième dédiée à la production d'acide sulfurique, la finalisation du projet étant prévue pour dé- cembre 2028. Pour la réalisation de ce projet, une société à responsabilité limitée a été créée au début de l'année en cours, en partenariat avec le groupe Sonarem, précise la même source.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE : Exportation prochaine de matières premières vers la Tunisie

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Koudri, a annoncé, hier lundi, que l'Algérie exporterait prochainement vers la Tunisie des matières premières, notamment celles destinées à la production de paracétamol et d'antibiotiques.



Dans une déclaration à la presse à l'issue d'une visite effectuée, en compagnie du ministre tunisien de la Santé, Mustapha Ferjani, à travers des unités de production de médicaments dans la capitale, M. Koudri a précisé que la Tunisie sera le premier partenaire à bénéficier de l'exportation de ces matières premières. A cette occasion, le ministre a indiqué qu'il a été

convenu d'activer le mémorandum d'entente, signé lors des travaux de la 23e session de la Grande commission mixte algéro-tunisienne, tenue à Tunis en décembre dernier, dans le domaine de la fabrication de médicaments et de l'échange d'expertises. Les domaines de coopération concernent la production de vaccins, d'insuline, de médicaments anticancéreux et d'antibiotiques, a-t-il pré-

cisé, ajoutant que cette coopération sera étendue à d'autres secteurs à l'avenir. De son côté, le ministre tunisien de la Santé a rappelé que les deux pays disposent de compétences et d'expertises permettant de renforcer le partenariat dans l'industrie pharmaceutique moderne et de soutenir le processus de réalisation de l'autosuffisance, dans la perspective de l'ouverture sur les marchés afri-

cains, qui ne couvrent actuellement que 5% de leurs besoins en médicaments. Il a insisté sur l'importance de créer un stock stratégique de médicaments entre les deux pays, dans le cadre du renforcement de la sécurité pharmaceutiques. Le ministre tunisien a, par ailleurs, salué «l'excellent» niveau atteint par l'industrie pharmaceutique en Algérie qui s'approche de l'autosuffisance, appelant à concrétiser la vision des dirigeants des deux pays en matière de sécurité et de souveraineté pharmaceutique. Les deux ministres ont ainsi visité l'Unité de production du groupe Saidal à El Harrach, où les capacités de production et les perspectives de développement de la production de matières premières ont été mises en avant. M. Koudri et son homologue tunisien ont également visité les Laboratoires Frater-Razes, qui fabriquent plus de 150 produits pharmaceutiques, dont l'insuline, des anticancéreux et des produits de biotechnologie. M. Koudri avait auparavant reçu, au siège du ministère, son homologue tunisien, qui effectue une visite officielle en Algérie du 1er au 3 février à la tête d'une importante délégation. Cette rencontre a permis aux deux parties d'examiner les moyens de renforcer la coopération bilatérale et d'intensifier les partenariats entre les deux pays, afin de soutenir la production locale et de renforcer le transfert d'expertises.

Bientôt un service des urgences en urologie à Blida

Blida se prépare à accueillir un service d'urgences en urologie pour prendre en charge localement les malades actuellement orientés vers Alger. Les responsables du secteur de la santé annoncent le lancement pour bientôt du service des urgences d'urologie afin de prendre en charge les malades de la wilaya de Blida qui sont actuellement orientés vers l'hôpital de Bab El Oued, à Alger. C'est le professeur Sid Ahmed Ould Larbi, responsable du service d'urologie au niveau du TOT qui a pris l'initiative d'interpeller le directeur général de la santé au niveau de la tutelle pour lui suggérer la nécessité d'ouvrir un service des urgences d'urologie pour pouvoir prendre en charge les malades souffrant, notamment de la prostate ou de la vessie. Selon Hicham Zekiri, responsable du secteur de la santé à la wilaya de Blida, le projet avait été accueilli favorablement par le ministère.

L'aval ministériel attendu pour le lancement

«Après délibération du Conseil de l'Ordre des médecins, l'ouverture de ce service d'urgences urologiques a été approuvée. Le directeur général a alors indiqué au professeur Ould Larbi de représenter un plan et une demande formelle pour réaliser cette importante structure sanitaire», a tenu à préciser Hicham Zekiri qui, selon lui, tout a été ficelé et officiellement au niveau local et il ne reste que l'aval officiellement du ministère pour lancement réellement de ce projet. «J'ai une discussion avec le professeur Ould Larbi sur les budgets en lui rappelant que le ministère n'a pas encore clôturé les budgets de l'année pour demander éventuellement un budget pour la construction et l'équipement de ce service d'urgence en urologie. Nous avons déjà envoyé une demande formelle au ministère leur informant sur les équipements



nécessaires dont on a besoin pour cette nouvelle structure», a souligné le responsable.

Renforcement de l'hémodialyse à Bougara

Le directeur de la santé publique de la wilaya de Blida a, toutefois, précisé que «si tout va bien, le service des urgences en urologie sera ouvert avant la fin du deuxième semestre de l'année en cours». L'autre service d'hémodialyse au niveau du TOT et qui connaît une pression suite au grand nombre de malades qui sont traités au quotidien, devra connaître un apaisement après l'ouverture d'un nouveau centre d'hémodialyse au niveau de la commune de Bougara, située à l'est du chef-lieu de la wilaya. «Même si les malades sont pris en charge par la CNAS lorsqu'ils sont traités dans les centres du secteur privé, il est inconcevable qu'à Blida, le secteur de la santé publique compte qu'un seul centre d'hémodialyse», a indiqué le responsable avant d'annoncer la création d'un nouveau centre d'hémodialyse.

Extension du réseau hospitalier

«Nous avons débloqué un budget pour pouvoir effectuer des travaux d'aménagement et équipé cette nouvelle structure de santé qui accueillera les malades de la région de la wilaya. L'étude a été faite et nous allons lancer un appel d'offres pour choisir l'entreprise réalisatrice de ce projet avant la fin de ce mois», a indiqué le responsable avant de mentionner que 30 à 40 malades qui nécessitent des séances d'hémodialyse et qui sont dans la liste d'attente pourront être pris en charge par cette nouvelle structure d'hémodialyse. Évoquant le plan d'action de sa direction, Zekiri annonce la réalisation de nouvelles structures de santé publique. Il s'agit d'abord d'un hôpital mère-enfant qui est en train d'être réalisé au niveau de Boufarik dans les travaux ont atteint un taux d'avancement de 70% et la réalisation d'un pavillon des urgences au niveau de l'hôpital de Boufarik dont les travaux ont atteint entre 30 et 40%.

Nouveaux pôles urbains

«Nous avons aussi terminé 3 études concernant la réalisation de 3 hôpitaux mais malheureusement n'ont pas été enregistrées dans le budget sectoriel et nous espérons qu'ils seront enregistrés dans le budget de 2027», a indiqué le responsable avant de rappeler que un hôpital de 120 lits sera réalisé au niveau de la commune de Larbaa, un autre à Boufarik et le 3e à Bouinan. En préparation du nouveau site de logements Aadl qui sera réalisé au niveau de la commune d'El Affroune, Zekiri annonce la création d'un projet de réalisation d'un CHU d'une capacité de 500 lits et d'autres structures de santé dans ce nouveau pôle d'habitation. Zekiri a indiqué, par la même occasion, que 10 autres polycliniques ont été lancées dont une a été réceptionnée au niveau du pôle d'habitation Haouch Errih et une autre va être bientôt réceptionnée au niveau du pôle d'habitation à Essafssaf.

UNE PREMIERE
AU CHU DE BEJAIA :
Opérations de stimulation cérébrale profonde menées avec succès

Le CHU de Béjaïa réussit une première médicale avec 2 chirurgies de stimulation cérébrale profonde pour traiter des patients atteints de la maladie de Parkinson. C'est une première médicale dans la wilaya Béjaïa et une importante avancée chirurgicale pour le CHU de Béjaïa qui vient de réaliser avec succès 2 opérations de chirurgie de stimulation cérébrale profonde pour la maladie de Parkinson. C'est le Pr. Bekralas Houria, chef de service de neurochirurgie au CHU de Béjaïa, qui a annoncé dans une vidéo mise en ligne par le Bureau de l'information, de la communication et de l'audiovisuel du CHU de Béjaïa, et dans laquelle elle revient sur les détails de cette «intervention de haute technicité» comme elle a été qualifiée et sur son impact pour les patients. La responsable du service de neurochirurgie a ainsi estimé que le service de neurochirurgie du CHU de Béjaïa a franchi un pas important dans le domaine des nouvelles techniques chirurgicales avec le lancement de la chirurgie de Parkinson, qui consiste dans la stimulation cérébrale profonde (SCP) et qui est spécifiquement destinée à une certaine catégorie de patients atteints de la maladie de Parkinson, à savoir ceux qui ont suivi un traitement pendant 5 ans à base de Parkinane, un médicament qui aide à réduire les tremblements et l'hypertonie musculaire, mais dont l'effet sur la sécrétion de la dopamine s'est amenuisé.

Une technique de haute précision en 3D

«C'est à ces patients que s'adresse la chirurgie par stimulation cérébrale profonde du noyau subthalamique, avec comme objectif d'améliorer leur qualité de vie», explique l'oratrice qui affirme que «c'est une première au niveau du CHU de Béjaïa» en précisant que deux opérations chirurgicales ont été menées sur deux patients d'une cinquantaine d'années. En premier lieu, ces candidats ont bénéficié d'une IRM en condition stéréotaxique à Alger et Béjaïa. Le scanner en condition stéréotaxique est une technique d'imagerie de haute précision, utilisant un cadre fixé au crâne ou un masque pour repérer précisément des lésions (notamment cérébrales) en 3D. Il permet de déterminer les coordonnées spatiales exactes pour des biopsies ou la radiothérapie (Gamma Knife, Cyberknife), avec une précision millimétrique.

Un neurostimulateur pour une autonomie durable

Poursuivant sa description de l'intervention, Le Pr H. Bekralas a indiqué qu'une fois au bloc, les malades ont bénéficié d'une stimulation cérébrale jusqu'à arriver à des doses où il a été constaté la disparition ou l'amélioration des symptômes apparents de la maladie (rigidité musculaire et tremblement). L'intervention s'est faite en condition d'éveil du malade. Après l'opération, une hospitalisation de 5 jours a été prescrite aux malades, au bout de laquelle ceux-ci ont pu quitter l'hôpital sur leur pied et sans aucun signe apparent de tremblement. «Dans un mois, les malades vont être revus pour une activation de leur neurostimulateur, qui sont des appareils de haute qualité et dont la durée de vie est de 25 ans», a encore précisé le chef de service de neurochirurgie au CHU de Béjaïa.

TRANSPORTS:

Gratuité et réductions jusqu'à 50% pour les personnes aux besoins spécifiques

Les personnes aux besoins spécifiques bénéficient désormais de la gratuité ou de réductions (50%) sur les transports urbains, ferrés et aériens selon leur taux d'incapacité. Conformément aux dispositions de la loi n° 25-01 du 20 février 2025 relative à la protection et à la promotion des personnes handicapées, et en application de son article 15, le décret exécutif n° 26-80 du 14 janvier 2026 fixant les modalités de gratuité ou de réduction des tarifs de transport pour les personnes personnes aux besoins spécifiques a été publié au Journal Officiel n° 08.

Vers une meilleure intégration sociale et professionnelle

Ce décret confirme l'intérêt majeur accordé par l'État, avec à sa tête le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à la prise en charge des personnes aux besoins spécifiques. Il vise à promouvoir leurs droits, à faciliter leur participation à la vie publique et à renforcer leur autonomie ainsi que leur intégration socio-économique et culturelle, indique un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. Les principaux avantages prévus par ce décret sont la gratuité totale du transport public urbain et suburbain pour toutes les personnes en situation de handicap, la gratuité du transport routier, ferroviaire et maritime national pour les personnes ayant un taux d'incapacité égal ou supérieur à 80 %. Les personnes aux besoins spécifiques peuvent bénéficier aussi d'une réduction de 50 % sur les tarifs du transport routier, ferroviaire et maritime national, ajoute la même source, précisant que le taux d'incapacité est compris entre 50 % et 80 %. Une réduction de 50 % sur les tarifs de la classe économique du transport aérien domestique est également accordée à 100 % à ces bénéficiaires.

Des conventions avec les opérateurs publics de transport prochainement

Concernant les accompagnateurs, les mêmes avantages s'appliquent à l'accompagnateur (un seul par personne) pour les titulaires d'une carte d'handicapé portant la mention « besoin d'un accompagnateur ». Les entreprises publiques de transport sont directement concernées par ces mesures, indique le décret. Pour concrétiser ces dispositions, le secteur de la Solidarité nationale conclura des conventions avec les opérateurs publics de transport de voyageurs. Quant au financement, les charges financières résultant de ces gratuités et réductions sont supportées par le ministère chargé de la Solidarité nationale, via les crédits financiers inscrits annuellement dans son portefeuille de programmes.

INCENDIES DE FORETS EN PATAGONIE : L'état d'urgence décrété dans quatre provinces

L'état d'urgence a été décrété dans quatre provinces de la Patagonie, en proie à des incendies dévastateurs ayant ravagé des forêts dans cette région du sud de l'Argentine, rapportent samedi des médias. Les flammes ont détruit une superficie dépassant 200.000 hectares depuis le début de l'été en Argentine, la décision d'urgence concernant quatre provinces du sud du pays. Les zones touchées s'étendent sur des parties des provinces de Chubut, La Pampa, Neuquén et Río Negro. La déclaration de l'état d'urgence vise à permettre une meilleure coordination des opérations de lutte contre les incendies de forêts ainsi que l'acheminement des aides d'urgence.

RAMADHAN :

Rationaliser la consommation pour protéger le pouvoir d'achat et garantir la durabilité de l'approvisionnement

La ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif, a mis en avant, ce lundi à Alger, la place centrale qu'occupe la rationalisation de la consommation au sein des priorités du secteur, compte tenu de sa dimension de développement, soulignant que l'objectif est de protéger le pouvoir d'achat du citoyen et de garantir la durabilité de l'approvisionnement.

S'exprimant à l'ouverture d'une conférence scientifique sur la rationalisation de la consommation durant le Ramadhan à la lumière des préceptes de l'Islam, organisée par le Haut Conseil Islamique (HCI), la ministre a indiqué que le secteur place la sensibilisation au cœur de son approche durant ce mois sacré, car conscient que «la régulation du marché ne se réalise pas seulement par les textes et les réglementations, mais aussi par la promotion de la conscience sociétale, une consommation responsable et consciencieuse et l'application des valeurs islamiques dans le comportement économique quotidien». Dans ce sillage, Mme Abdellatif a rappelé la vaste campagne nationale lancée récemment par le ministère sous les slogans: «La disponibilité des produits est garantie, la rationalisation de la consommation est votre choix» et «Le Ramadhan est un mois sacré, n'en faites pas une course au gaspillage», visant à ancrer une culture de consommation consciente, à renforcer les comportements responsables et à préserver le pouvoir d'achat du citoyen durant ce mois sacré. Elle a également souligné l'importance des rencontres de sensibilisation et scientifiques, qui constituent une «opportunité pour renforcer la complémentarité entre la référence religieuse et l'approche économique, et entre les finalités religieuses et les politiques publiques, permettant ainsi de bâtir un modèle national de consommation fondé sur la raison, la solidarité et la durabilité, préservant l'équilibre de la société, la flexibilité de l'économie et



la dignité du citoyen». Pour sa part, le président du Haut conseil islamique (HCI), Mabrouk Zaid El Kheir a indiqué que la rationalisation de la consommation est «un pilier fondamental» pour une bonne gestion du budget familial et «une base essentielle» dans la construction d'une société équilibrée, estimant que la famille «est le fondement de la conscience écono-

mique et sociale et de la transmission des valeurs de modération et de responsabilité». Il s'est référé, dans ce sens, au Coran qui prône la rationalisation des dépenses et bannit le gaspillage, rappelant la modération consacrée en Islam. Dans ce cadre, le président de l'Association «El Aman» pour la protection du consommateur, Hassan Menouar, a cité les effets négatifs des compor-

tements irrationnels des consommateurs et leurs implications multiples sur la santé et l'environnement. Il a également mis en avant les répercussions directes de ce phénomène sur l'économie, notamment la hausse injustifiée de la demande sur les produits alimentaires qui crée des pressions sur le marché et un déséquilibre dans les budgets des ménages.

DR LALLIA ANTEUR :

La lutte contre les drogues repose sur « une approche globale et multisectorielle »



développement de la solidarité et l'ONLCDT, visant à développer des actions concrètes de prévention à travers le territoire national, en collaboration avec près de 300 cellules de proximité. **L'architecture de la stratégie 2025-2029 s'articule autour de quatre axes majeurs** Détailant l'architecture de la stratégie 2025-2029, Mme Anteur a expliqué « qu'elle s'articule autour de quatre axes majeurs ». Le premier concerne « la prévention de la

consommation de stupéfiants et de substances psychotropes, avec pas moins de 236 activités programmées, impliquant 33 secteurs et organismes nationaux ». Le deuxième axe porte sur « le traitement et la réinsertion des personnes dépendantes, à travers 30 activités mises en œuvre par quatre secteurs spécialisés ». Le troisième axe est dédié « à la lutte contre le trafic, pilotée principalement par les services de sécurité, avec 25 actions prévues ». Enfin, le quatrième axe vise « le renforcement

de la coopération internationale, à travers 21 activités programmées ».

L'ONLCDT, un coordonnateur national et point focal en matière de lutte contre la drogue

Interrogée sur le rôle de l'ONLCDT, Mme Anteur a rappelé que « l'Office agit en tant que coordonnateur national et point focal en matière de lutte contre la drogue, aussi bien au niveau national qu'international ». Il assure la coordination entre les différents secteurs, tout en s'appuyant sur un comité de suivi composé de 14 secteurs, des services de sécurité et de quatre associations actives dans la prévention de proximité. L'Office joue également un rôle clé dans la collecte et l'analyse des données relatives aux saisies, à la prise en charge et aux tendances de consommation. Du reste, l'intervenante est revenue sur la récente saisie de plus de trois millions de comprimés psychotropes et le démantèlement d'un réseau criminel transnational. Selon les données disponibles, « la Prégarbaline demeure la substance psychotrope la plus répandue en Algérie », avec « une consommation excessive », particulièrement chez les jeunes, ce qui renforce l'urgence d'une action concertée et durable. Cette mobilisation vise à protéger la société, préserver la jeunesse et renforcer la santé publique.

LIGUE 1
MOBILIS - TRANSFERTS:
Le défenseur
Imad-Eddine Azzi
de retour
à l'USM Alger



La direction de l'USM Alger a annoncé, lundi soir, le retour du défenseur Imad-Eddine Azzi, en provenance du club russe Dynamo Makhatkala, pour un contrat de deux ans et demi, a indiqué le club algérois de Ligue 1 Mobilis de football sur ses réseaux sociaux. "Ce transfert s'inscrit dans le cadre d'un échange bilatéral entre les deux clubs, incluant le départ du joueur Diaa Eddine Mechid vers la formation russe.", a écrit le club algérois sur sa page officielle facebook. Dans ce contexte, la direction de l'USMA est parvenue à un accord officiel avec son homologue russe, stipulant que le club bénéficiera de 25 % sur la valeur de tout futur transfert (clause de revente) de Diaa Eddine Mechid vers un autre club. A cette occasion, l'USM Alger a souhaité également une pleine réussite à Diaa Eddine Mechid dans sa nouvelle expérience professionnelle en Russie. Pour rappel, l'USMA occupe la deuxième place au classement de la Ligue 1 Mobilis, en compagnie du CR Belouizdad et de l'ES Ben Aknoun avec 24 points chacun, à 12 longueurs du MC Alger, leader du championnat avec 36 points.

EQUIPE NATIONALE

(U17) :
Deux matchs amicaux
face à la Mauritanie
au programme
des Cadets



La sélection algérienne des moins de 17 ans (U17) disputera deux matchs amicaux face à son homologue mauritanienne, dans le cadre des préparatifs en vue des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations U17, a indiqué la Fédération algérienne (FAF), dans un communiqué publié sur son site officiel. La première confrontation aura lieu mercredi au Centre Technique national de Sidi Moussa (16h30), alors que le second match est programmé samedi au Stade Mustapha Tchaker de Blida (16h30). Les qualifications à la CAL-2026 se dérouleront à travers le tournoi de l'Union Nord-Africaine de Football (UNAF), prévu le mois prochain. Le sélectionneur de l'équipe nationale, Amine Ghimouz, avait retenu 22 joueurs évoluant au championnat local, pour un stage de préparation au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger). Ce regroupement qui se poursuivra jusqu'au 7 février a pour objectif de renforcer la cohésion du groupe et d'améliorer le niveau collectif de l'équipe. C'est le deuxième stage de préparation qu'effectuent les cadets après celui organisé au Centre technique régional de Tlemcen.

TRANSFERT : Abdelli rejoint officiellement l'Olympique de Marseille

L'international algérien Himad Abdelli s'est engagé avec l'Olympique de Marseille en provenance d'Angers SCO.

L'Olympique de Marseille est heureux d'annoncer l'arrivée en provenance d'Angers SCO du milieu de terrain international algérien, Himad Abdelli », indique un communiqué de l'OM, sans plus de détails.

Un contrat de quatre ans et demi
Selon le journal l'Equipe, Abdelli a quitté Angers pour s'engager pour quatre ans et demi avec le club phocéen, qui aurait déboursé un peu moins de 3 M€, plus 1 M€ de bonus et un petit pourcentage à la revente pour le milieu offensif. A 26 ans, Himad Abdelli a étendu son jeu : capable de dicter le rythme, de créer des opportunités et de marquer des buts importants, il s'est affirmé comme l'un des milieux les plus complets du championnat français. Il vient renforcer l'effectif de Roberto De Zerbi au sein duquel il apportera ses qualités et son expérience. « Milieu de terrain à Angers, il s'est imposé comme une pièce maîtresse de son club et a gagné sa place sur la scène internationale avec l'équipe nationale d'Algérie », souligne la même source. Abdelli est un produit du centre de formation du Havre AC, club reconnu pour révéler des talents comme Paul Pogba ou Dimitri Payet. Intégré aux équipes jeunes puis à la réserve, il gravit les échelons avant de faire ses débuts professionnels le 31 octobre 2018 lors d'un match de Coupe de la Ligue contre Troyes. Quelques jours plus tard, il dispute ses premières minutes en Ligue 2, amorçant une progression constante dans le monde pro. Au Havre, il se révèle comme un milieu polyvalent



capable de combiner phases de construction et présence offensive, inscrivant ses premiers buts professionnels au fil des saisons.

Plus de 100 matchs sous le maillot angevin

En juin 2022, Abdelli s'engage avec Angers SCO, alors en quête de retour en Ligue 1. Il devient rapidement un élément central du collectif grâce à sa vision du jeu, son sens du placement et sa capacité à dynamiser le milieu. Sa régularité est telle qu'il franchit le cap symbolique des 100 matchs sous le maillot angevin, célébré par le club et ses supporters. Sa progression ne passe pas inaperçue : en 2024, il figure dans l'équipe type de Ligue 2 lors des

Trophées UNFP, distinction qui souligne son impact dans le championnat. Abdelli a fêté sa première sélection avec l'équipe nationale algérienne en juin 2023 lors d'un match qualificatif pour la Coupe d'Afrique des nations (CAN), remporté 2-1 contre l'Ouganda. Plus récemment, après une période d'absence à cause de blessure, il a été rappelé pour participer à la CAN 2025. La carrière d'Himad Abdelli n'a pas été sans épreuves. Une opération pour soigner une hernie en 2025 l'a éloigné des terrains plusieurs semaines, mais il est revenu avec détermination pour reprendre sa place dans le Onze d'Angers.

CHAMPIONNATS ARABES 2026 : L'Algérie décroche dix médailles, dont quatre en or



Les sélections algériennes de voile ont bouclé leur participation aux Championnats arabes 2026, clôturés dimanche soir à Soma Bay (Egypte), avec une moisson de dix (10) médailles (4 or, 3 argent, 3 bronze). La première médaille d'or algérienne a été remportée par le véliplancheur Hammouche Abderrahmane en Bic-Techno 7.8, au terme d'une course dominée par les algériens. Il a devancé ses compatriotes Walid Bouchebbah, médaillé d'argent, et Youcef Guelbi, qui s'est adjugé le bronze. La deuxième médaille d'or a été l'œuvre de Ramy Boudrouma en

série IQFoil, discipline dans laquelle son compatriote Ramzi Boudjatit a décroché la médaille de bronze. Les deux autres médailles d'or ont été obtenues par Mazen Merouani en Bic-Techno 8.5 et sa coéquipière Touazi Dassine au classement des filles. La deuxième médaille d'argent algérienne a été obtenue par Abdelkhalak Boussouar en ILCA 7, confirmant la bonne prestation d'ensemble des représentants nationaux. La troisième médaille d'argent a été décrochée par Naila Serine Boukazzoula au classement des filles, tandis que sa compatriote Touazi Dassine s'est contentée

du bronze. Engagées avec un effectif de 18 athlètes, messieurs et dames, les sélections algériennes ont pris part à ces Championnats arabes dans plusieurs spécialités : IQFoil, ILCA, Bic-Techno et Optimist. La délégation algérienne est conduite en Egypte par Ilyès Maza, accompagnée notamment des entraîneurs nationaux Manar Bouhadjira et Chaouchi Fouad. A noter qu'avant leur départ en Egypte, les athlètes algériens ont effectué un stage de préparation à l'Ecole Nationale des Sports Nautiques et Subaquatiques d'Alger- Plage.

ATHLETISME /
MEETING DE L'EURE
EN SALLE (800 M) :
L'Algérien Gouaned
gagne et réalise
sa meilleure
performance
personnelle

Le demi-fondiste algérien Mohamed Ali Gouaned a remporté la course du 800 m au Meeting en salle de l'Eure, disputée dimanche soir à la salle Jesse Owens en France, réalisant sa meilleure performance personnelle et la 5e meilleure performance mondiale. L'Algérien a franchi la ligne d'arrivée dans le temps de 1:45.10, soit le record du meeting en salle de l'Eure, devant le Français Le Clezio Corentin (1:46.90) et le Kenyan Kebenei Nicholas Kiplangat (1:47.34). Le meeting de l'Eure constitue un évènement phare de l'athlétisme mondial avec la participation de plusieurs grands champions, aussi bien chez les messieurs que chez les dames.

Se meilleure performance mondiale pour Gouaned

Le demi-fondiste algérien Mohamed Ali Gouaned a remporté la course du 800 m au Meeting en salle de l'Eure, disputée dimanche soir à la salle Jesse Owens en France. Gouaned a réalisé sa meilleure performance personnelle et la 5e meilleure performance mondiale, avec un chrono de 1:45.10, soit le record du meeting en salle de l'Eure, devant le Français Le Clezio Corentin (1:46.90) et le Kenyan Kebenei Nicholas Kiplangat (1:47.34). Le meeting de l'Eure constitue un évènement phare de l'athlétisme mondial avec la participation de plusieurs grands champions, aussi bien chez les messieurs que chez les dames.

EL-OUED : Création prochaine d'une académie de handball (wilaya)

Une académie sportive de handball sera créée prochainement dans la wilaya d'El-Oued, au titre des efforts visant à développer la formation des jeunes catégories dans un cadre structuré en mesure de former des joueurs professionnels, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Intervenant conformément aux orientations des hautes instances du pays visant la relance du sport scolaire pour en faire un mécanisme efficace d'encadrement et de formation de jeunes sportifs talentueux, le projet contribuera à l'ancrage de la culture du sport chez les jeunes, a expliqué le wali d'El-Oued, Larbi Bahloul, lors de la présentation du projet. L'idée de mise en place d'une académie de handball s'insère dans la perspective d'un soutien logistique confortant les résultats obtenus par la wilaya d'El-Oued dans différentes catégories et tranches d'âge, dans des compétitions nationales et régionales, a-t-il expliqué. Et de préciser qu'il s'agit là d'un projet stratégique visant à perséverer dans cette trajectoire encourageante et d'excellence dans ce sport, en particulier dans le milieu scolaire. Pour le wali d'El-Oued, la mission de cette académie, appelée à s'ériger en véritable base de formation, consistera à fournir un encadrement et une formation aux adeptes du sport scolaire, amateurs de handball, âgés de 7 à 14 ans. Les directeurs des secteurs de l'éducation et de la jeunesse et des sports, ainsi que les acteurs sportifs concernés, sont chargés d'étudier le projet de cette académie sous la supervision du chef de l'exécutif de la wilaya.

USMA : Abada enregistré trop tard et non qualifié ?

L'USM Alger a semble t-il réussi l'un des meilleurs coups du mercato hivernal en recrutant le défenseur Achref Abada mais l'administration du club a sans doute commis une erreur.

En effet, le joueur qui a ébloui au grand jour durant la Coupe Arabe avec la sélection A', a finalement choisi de poursuivre son parcours footballistique avec l'USM Alger qui a atteint les 1/4 de finale de la Coupe de la Confédération pour la quatrième année consécutive. Et pourtant le défenseur de 26 ans pourrait ne pas pouvoir participer à la compétition africaine avec sa nouvelle équipe, voir pire, ne pas être qualifié pour la deuxième partie de saison de championnat. En effet, son transfert s'est fait le dernier jour du mercato mais son inscription sur le système de gestion des recrues TMS de la FIFA, n'aurait été fait que le 1er février.... Un imbroglio que l'USMA tente de solutionner. Seul l'arrivée de l'autre défenseur, Imad Azzi en provenance du Dynamo Makhachkala aurait été fait à temps, lui qui doit sa signature à partie au départ du jeune milieu offensif Daya Mechid (19 ans), qui fait le chemin inverse.

MERCATO :
**Yanis Massolin signe
à l'Inter Milan !**



Le parcours de Yanis Massolin continue de défier toutes les logiques du football moderne. À 23 ans, le milieu de terrain franco-algérien vient de franchir un cap majeur en s'engageant officiellement avec l'Inter Milan, leader actuel de la Serie A. Une signature forte, conclue lors des dernières heures du mercato hivernal, qui récompense une ascension aussi discrète que spectaculaire. Formé loin des centres de formation prestigieux, Massolin a longtemps évolué dans l'ombre, passant par le football amateur en France avant des expériences en Suisse, en Belgique puis en Italie. Après un bref passage à Clermont Foot en Ligue 1, le joueur avait rejoint les Francs Bourins en D2 belge, avant de tenter le pari italien l'été dernier en signant à Modène, en Serie B. Un choix payant. Devenu un élément clé de l'effectif depuis plusieurs mois, Massolin s'est imposé par sa régularité. Capable d'évoluer aussi bien en milieu défensif qu'en relayeur, en meneur de jeu ou même sur les ailes, il a participé à 15 rencontres toutes compétitions confondues cette saison, avec un but et deux passes décisives à la clé. Des performances suffisantes pour convaincre les dirigeants nerazzurri d'investir près de 4 millions d'euros sur son profil. L'Inter a officialisé son arrivée via un contrat courant jusqu'en juin 2030, tout en décidant de le laisser en prêt à Modène jusqu'à la fin de la saison afin de poursuivre sa progression. Il rejoindra ensuite un contingent français déjà bien fourni à Milan, aux côtés notamment de Marcus Thuram et Andy Diouf. Éligible pour représenter l'Algérie, la France ou la Martinique sur le plan international, Yanis Massolin voit désormais son avenir s'éclaircir au plus haut niveau. Une trajectoire atypique, symbole d'un talent forgé dans la patience, le travail et la persévérance.

MERCATO :
Amoura demandé dans le Golfe !

Mohamed Amoura pourrait bien être l'un des grands animateurs des dernières heures du mercato hivernal. Défendant actuellement les couleurs de Wolfsburg en Allemagne, l'international algérien continue d'attirer de nombreux prétendants, notamment du côté de l'Arabie saoudite, où plusieurs clubs suivent de très près sa situation. Selon le média allemand Kicker, deux offres sérieuses seraient parvenues ces derniers jours sur le bureau de la direction de Wolfsburg. La plus insistante viendrait de NEOM, ambitieux projet sportif de la Saudi Pro League, déjà renforcé par plusieurs internationaux, dont son compatriote Saïd Benrahma. Al-Nassr surveillerait également le dossier, dans l'optique de renforcer son secteur offensif avec un profil rapide et percutant, capable d'évoluer sur tout le front de l'attaque. Une arrivée qui pourrait offrir à Amoura une exposition mondiale, aux côtés de stars confirmées. Toujours d'après Kicker, Wolfsburg ne compte toutefois pas brader son meilleur atout offensif. Le club allemand se montre ouvert à un départ dès cet hiver, mais à une condition claire : une offre d'au moins 40 millions d'euros. Un montant déjà exigé l'été dernier et qui avait freiné Benfica, pourtant très intéressé, mais peu disposé à dépasser les 35 millions d'euros. Cette ouverture au départ s'explique aussi par un contexte interne tendu. Régulièrement sanctionné pour des écarts discipli-



naires, Mohamed Amoura traverse une période délicate en Bundesliga, malgré des statistiques solides. Avec 9 contributions décisives en 17 matchs cette saison, l'ancien joueur de l'ES Sétif reste l'un des rares motifs de satisfaction sportive de Wolfsburg. Laissé avec l'équipe réserve durant ce week-end, il a quitté le centre d'entraînement et n'a pas été convoqué pour le match de

l'équipe première en déplacement face à Cologne ce week-end. Valorisé à 32 millions d'euros sur Transfermarkt, Amoura se retrouve aujourd'hui à un tournant de sa carrière. L'option saoudienne, portée par NEOM et Al-Nassr, pourrait séduire autant le joueur que son club, à condition que les exigences financières allemandes soient respectées. Les prochaines heures s'annoncent décisives.

MERCATO :
Billal Brahimi rebondit au Portugal !

Annoncé avec insistance du côté du Havre ces dernières semaines, Billal Brahimi a finalement pris une autre direction. L'ailier algérien de 25 ans s'est officiellement engagé avec Estrela da Amadora sous la forme d'un prêt jusqu'à la fin de la saison européenne, quittant ainsi Santos FC où son aventure n'a jamais réellement décollé. Arrivé au Brésil en septembre 2025 en provenance de l'OGC Nice, Brahimi était perçu comme une opportunité de

marché par les dirigeants santistes. Mais très vite, le joueur s'est retrouvé en dehors des plans de son entraîneur Juan Pablo Vojvoda. Malgré sa volonté initiale de s'imposer et de gagner du temps de jeu, la situation est restée inchangée au début de l'année 2026 : aucune convocation, aucune minute disputée. Au total, l'international algérien n'a cumulé qu'une vingtaine de minutes depuis son arrivée à Santos. Face à ce constat, le club

brésilien a de nouveau autorisé le joueur à se trouver un point de chute. C'est finalement lors des dernières heures du mercato portugais que le dossier s'est débloqué. Estrela da Amadora a officialisé l'accord le 30 janvier, confirmant un prêt de six mois assorti d'une option d'achat. Une solution qui permet à toutes les parties de souffler, alors que le salaire élevé du joueur pesait également dans la balance côté Santos.

GRÈCE :
Touba hospitalisé, plus de peur que de mal

Le défenseur international Algérien Ahmed Touba n'a pas joué ce week-end avec le Panathinaikos en championnat car il était hospitalisé. Après avoir fait un gros match jeudi en Europa League face à l'AS Rome, le défenseur de 27 ans n'a pas pris part aux entraînements avant le match du championnat de Grèce de dimanche face à Kifisia. En effet, le joueur a été diagnostiqué d'une pneumonie légère après avoir été emmené à l'hôpital pour observation, d'où il a posté une photo du match qu'il regardait depuis son lit. Les supporters du Pana lui ont envoyé plein de messages de rétablissement et le joueur leur a répondu sur les réseaux sociaux. Panathinaikos s'est imposé 3-0 mais reste loin de la tête du championnat mais il poursuit son parcours en Europa League. Ahmed Touba qui n'est plus appelé en sélection fait pourtant une saison correcte avec 31 matchs joués jusqu'à là, dont huit en Europa League.

Aouchiche à Schalke 04, c'est fait !

Toujours désireux de rejoindre à terme l'Équipe Nationale, Adil Aouchiche vient officiellement de s'engager avec un grand club déchu. Si Schalke 04 attend avec impatience de retrouver une Bundesliga qu'il n'aurait jamais dû quitter, Adil Aouchiche (23 ans) sera en charge d'aider l'ex-club de Klaas-Jan Huntelaar et Raúl à remonter. Le milieu de terrain offensif s'est en effet engagé pour un an et demi et deux ans supplémentaires en option. Il arrive sous la forme d'un transfert gratuit en provenance de Sunderland, où il était toujours sous contrat bien que prêté à Aberdeen. Aouchiche, qui cherche la régularité qui lui fait défaut depuis le début de sa carrière, a fait de l'Algérie un objectif clair. La concurrence à son poste est très forte et il lui faudra clairement se montrer à la hauteur du potentiel qui lui est prêté depuis sa jeunesse pour parvenir à rejoindre les Verts.

Karim Benzema passe de Al-Ittihad à Al-Hilal, pour un contrat d'un an et demi

L'attaquant Karim Benzema, sociétaire du club d'Al-Ittihad, a rejoint un autre club saoudien, Al-Hilal, actuel leader de son championnat, où il a signé un contrat d'un an et demi, a annoncé lundi le club basé à RyadH. Ce dernier a engagé Karim Benzema "pour un an et demi", a-t-il annoncé dans un communiqué lundi soir. Le Ballon d'Or 2022, âgé de 38 ans et auteur de 8 buts en 14 matches de championnat cette saison, arrive libre dans sa nouvelle équipe, précise-t-elle. L'ancien international français (97 sélections, 37 buts) avait rejoint le club de Djeddah en 2023 après 14 saisons passées au Real Madrid durant lesquelles il a notamment remporté cinq Ligues des champions. Il a été sacré champion d'Arabie Saoudite la saison dernière. Distancée de 12 points par le leader Al-Hilal, Al-Ittihad semble avoir perdu toutes chances de défendre son titre en championnat. Les deux clubs appartiennent tous deux au Fonds public d'investissement d'Arabie saoudite (PIF).

L'ONU "préoccupée" par la poursuite des agressions sionistes contre Ghaza

Les Nations unies ont exprimé leur préoccupation face à la poursuite des agressions sionistes contre la bande de Ghaza, en dépit du cessez-le-feu en cours dans l'enclave palestinienne depuis octobre dernier, a rapporté mardi l'agence de presse Wafa.

Le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric, a exprimé lundi soir, lors du point de presse quotidien, son "inquiétude" quant aux civils palestiniens tombés en martyrs lors des frappes aériennes sionistes menées le week-end dernier sur Ghaza. Dimanche dernier, 32 Palestiniens, des femmes et des enfants pour la plupart, sont tombés en martyrs dans des frappes aériennes de l'armée de l'occupation sur la bande de Ghaza, selon la Défense civile. D'après la même source, des habitations, des tentes, des abris et un commissariat ont été détruits par ces frappes. L'agression génocidaire sioniste contre la bande de Ghaza a fait 71.800 martyrs et 171.555 blessés, en majorité des femmes et des enfants, depuis le 7 octobre 2023, selon les autorités sanitaires palestiniennes. Depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, le 10 octobre dernier, 526 Palestiniens sont tombés en martyrs et 1.447 autres ont été blessés, tandis que les corps de 717 martyrs ont été récupérés, selon la même source.



Les élections du Conseil national palestinien le 1er novembre prochain



Les élections du Conseil national palestinien se tiendront le 1er novembre prochain. Le président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a en effet signé, ce lundi, un décret appelaient le peuple palestinien, en Palestine et dans la diaspora, à participer

aux élections du Conseil national palestinien, la plus haute instance législative palestinienne, le 1er novembre prochain.

Le Conseil national palestinien fait office de parlement de l'OLP

Selon l'agence de presse palesti-

nienne (WAFA), le décret présidentiel stipule que les élections se tiendront « là où cela est possible, à l'intérieur et à l'extérieur de la Palestine, de manière à garantir la plus large participation possible du peuple palestinien dans ses lieux de pré-

sence ». Le Décret précise que le scrutin se déroulera « selon le système de la représentation proportionnelle intégrale, assurant une représentation équitable de toutes les composantes du peuple palestinien, y compris les femmes, les jeunes et les communautés palestiniennes à l'étranger », la Commission électorale centrale étant chargée de la supervision complète du processus électoral. Le Conseil national palestinien fait office de parlement de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et regroupe des dizaines de membres représentant les factions, les forces politiques, les unions et les communautés palestiniennes à l'intérieur des territoires palestiniens et à l'extérieur. Par ailleurs, le président Abbas a également décidé, selon la même source, de fixer la date de la tenue du huitième congrès général du Mouvement de libération nationale palestinien (Fatah) au 14 mai 2026, à Ramallah, au centre de la Cisjordanie occupée. Le gouvernement palestinien avait précédemment annoncé la tenue des élections des conseils locaux en Palestine, le 25 avril prochain.

APRES LA REOUVERTURE «LIMITÉE» DU PASSAGE DE RAFAH : Les aides humanitaires se font attendre à Ghaza

Le passage frontalier de Rafah, unique point de contact entre la bande de Ghaza et le reste du monde, via l'Egypte (hors des territoires palestiniens occupés), a rouvert, hier, «dans les deux sens», même symboliquement. Le passage cependant reste sous contrôle sévère de la tutelle sécuritaire sioniste et demeure maintenu aux seuils «très limités» déjà annoncés. La partie palestinienne, notamment les représentants du comité national d'administration de Ghaza (NCAG), instance qui doit théoriquement reprendre en main la gestion de l'enclave, préfèrent prendre ce qu'il y a à prendre, en espérant que le processus diplomatique puisse pouvoir réellement se déployer dans ses clauses pratiques. Le président du comité, M. Ali Shaat, qui avait, le 22 janvier dernier, affirmé que la perspective de réou-

verture du passage constitue une «bouée de sauvetage et symbole d'opportunité pour les Palestiniens de Ghaza», et malgré les obstacles dressés à l'exécution complète de la clause, a ainsi salué la libération même incomplète de l'accès depuis avant-hier. Hier, et après la «journée test» de dimanche, une unique petite procession humaine a été autorisée à passer, selon des comptes-rendus de presse. 150 Palestiniens, dont des malades et blessés, ont pu passer vers l'Egypte, alors que dans l'autre sens, une cinquantaine d'autres a été autorisée à entrer dans l'enclave, du moins à passer de l'autre côté des barrières. Les entrants, dont l'identité et les profils n'ont pas été précisés, doivent encore satisfaire à des contrôles fastidieux. Ils doivent être convoyés par bus vers des centres de versification, en premier lieu des ser-

vices de l'UE (EUBAM Rafah administrant le passage, puis au bout du chemin, ceux de l'administration sioniste qui garde finalement le pouvoir de décision). Depuis son «offensive terrestre», début mai 2024, l'armée israélienne a imposé une fermeture hermétique du terminal, principal passage des aides humanitaires et autres équipements de base pour Ghaza. Une obstruction sur laquelle l'entité sioniste s'est appuyée moins d'une année plus tard (mars 2025), pour décréter l'embargo intégral qui a précipité les populations dans une famine meurtrière. L'ONU et le réseau d'ONG humanitaires ne cessent de réclamer une réouverture totale, à même de permettre de parer aux innombrables urgences sur le territoire et jeter les bases d'une action de redressement sociale. Mais la levée des verrous ne concerne pour

l'heure qu'une très sélective autorisation pour la circulation des personnes, puisque les maigres lots d'aides, débloqués dans le cadre de l'accord de cessez-le-feu, doivent toujours transiter par des points contrôlés intégralement par l'armée sioniste. Les secours, massés en volumes importants du côté égyptien, en perspective de la réouverture promise, doivent donc encore attendre pour une durée indéterminée. Selon des médias au Caire, un «impressionnant dispositif médical» aurait été mis en place et attend le feu vert pour s'ébranler, avec près de 300 ambulances, 12.000 médecins et 30 équipes d'urgence. De l'autre côté des barrières, à Ghaza, l'attente est intenable pour près de 20.000 patients nécessitant des soins urgents (dont 4.500 enfants), selon le directeur de l'hôpital Al-Chifa.

DEMOLITION DE 14 MAISONS A SILWAN: Fattouh dénonce un crime de nettoyage ethnique



L'occupation sioniste poursuit sa politique de déracinement des palestiniens, notamment à Al Qods occupée, au profit de l'expansion coloniale et de ses projets coloniaux. La notification des autorités sionistes pour la démolition de 14 maisons dans le quartier d'al-Bustan à Silwan, au sud de l'esplanade des Mosquées, constitue un crime de nettoyage ethnique et une violation flagrante du droit international, dénonce le président du Conseil national palestinien (CNP), Rouhi Fattouh. Dans un communiqué de presse publié dimanche, Fattouh souligne que le prétexte de construire sans permis n'est qu'un outil juridique fallacieux utilisé par les autorités d'occupation pour imposer une politique de «terrains vides», légitimer les déplacements forcés et ouvrir la voie à l'établissement de colonies permanentes. Ceci s'inscrit dans un projet colonial visant à vider Al Qods de ses habitants d'origine, à isoler les quartiers palestiniens et à remodeler de force son identité démographique et géographique. Il a souligné que le ciblage du quartier d'al-Bustan s'inscrit dans un vaste plan de judaïsation visant la zone entourant l'esplanade des Mosquées, avec pour objectif de l'isoler et de la contrôler, et de transformer la zone en de prétextes «jardins bibliques».

Prélude à la modification du statu quo historique

Il s'agit d'un prélude à la modification du statu quo historique et juridique actuel, sur fond de menaces croissantes de la part de groupes juifs extrémistes de démolir l'esplanade des Mosquées. Fattouh a expliqué que la ville de Silwan constitue la zone tampon sud protégeant la mosquée Al-Aqsa et que toute attaque contre elle équivaut à une attaque directe contre Al Qods, ville occupée soumise au droit international. Il a averti que le silence international persistant encourage les autorités d'occupation à poursuivre leurs politiques de démolition et de nettoyage ethnique. Fattouh a appelé la communauté internationale à assumer ses responsabilités juridiques et morales, à renoncer à son hypocrisie et à assurer d'urgence la protection internationale du peuple palestinien et de ses lieux saints, soulignant que ces crimes ne sauraient légitimer l'occupation.

La communauté bédouine également ciblée

Jeudi dernier, des colons ont attaqué un campement bédouin situé au nord-est de la ville d'al Qods occupée. L'agence de presse palestinienne Wafa, citant des sources locales, avait rapporté que des colons sionistes ont pris pour cible le campement bédouin de Ma'azi Jaba abritant près de 40 familles, pour s'emparer de ses terres afin d'établir une colonie établie sur ces terres et de la relier à une autre colonie, en vue d'assurer une continuité géographique entre les deux colonies sionistes. À noter que les regroupements palestiniens dans la ville d'al Qods occupée sont la cible d'agressions répétées de la part des colons et des forces sionistes, dans le cadre d'une politique visant à déplacer de force les citoyens palestiniens, en particulier les communautés bédouines entourant la ville, au profit de l'expansion coloniale et de projets coloniaux.

ESPAGNE: Manifestations de solidarité en soutien à la cause sahraouie

Des manifestations de solidarité en soutien à la cause sahraouie sont organisées en Espagne ce mois en cours. Ces événements visent à sensibiliser le public au combat des femmes sahraouies et à mettre en lumière l'identité culturelle du peuple sahraoui face aux projets d'effacement orchestrés par l'occupation marocaine par divers moyens.

Dans ce cadre, la ville de Cantabrie (nord de l'Espagne) accueille, lundi et mardi, une série de séminaires intellectuels et sur les droits humains, intitulée «Guerre et domination, blessures et réparation». Organisés par l'Université de Cantabrie, ces séminaires réunissent des militants et des chercheurs de plusieurs pays pour débattre de la situation dans les territoires occupés, notamment au Sahara occidental.

Présentations sur les violations commises par l'occupation marocaine

Selon le quotidien El Faradio, cet événement intervient dans un contexte d'intérêt international croissant pour la décolonisation et le droit des peuples à l'autodétermination, face aux souffrances persistantes du peuple sahraoui sous l'occupation marocaine et aux violations systématiques qui l'accompagnent et qui affectent tous les aspects de la vie politique, sociale et culturelle. La session s'est ouverte par une présentation de la représentante de la Fédération sportive sahraouie, Habiba Salama Jatri, qui a mis en lumière différents aspects de la réalité sahraouie, notamment le rôle du sport dans le renforcement de l'identité et des valeurs sociétales, ainsi que les conditions de vie, politiques et sociales de la population du territoire sous occupation marocaine. Elle a également abordé les efforts déployés par la société civile et les institutions culturelles pour soutenir la résilience du peuple sahraoui et préserver son identité nationale. Selon le journal «El Faradio», des activistes et des chercheurs doivent aborder, mardi, les violations commises par l'occupation marocaine au



Sahara occidental, en mettant l'accent sur les souffrances et la résilience du peuple sahraoui.

Tente dans le navire Sandship

Toujours dans le cadre des manifestations de solidarité en soutien à la cause sahraouie, le navire Sandship, en Navarre, organise une exposition, depuis dimanche, sous la forme d'une grande tente. Cet événement est organisé sous le slogan «La tente illumine l'humanité». L'exposition, qui dure quatre jours, vise à mettre en lumière le combat des femmes sahraouies et leur défense inébranlante

du droit de leur peuple à la liberté et à l'indépendance. Une tente sahraouie, ouverte au public, est composée de 31 melhfas (vêtements traditionnels féminins sahraouis). Chaque melhfa raconte l'histoire d'une femme qui a lutté pour la liberté de son peuple, parmi lesquelles des ministres, des diplomates, des militantes des droits humains et des artistes.

Aminatou Haidar participe à une exposition

Parmi les participantes à cette initiative, figurent les militantes sahraouies Aminatou Haidar, Khadijatou Mokhtar Sid Ahmed, Sultana Khaya et Ghalia Djemli. Par ailleurs, du 6 au 27 février, la région de Saragosse accueillera une exposition d'art présentant des peintures à l'huile d'une grande qualité artistique, mettant en lumière la cause sahraouie. À travers ces peintures, qui évoquent à la fois le lieu et l'émotion, l'artiste plasticien sahraoui Oulad Mohamed Mahmoud s'attache à transformer la mémoire orale en une mémoire visuelle vibrante, préservant ainsi l'identité.

TENSION ENTRE L'IRAN ET LES ÉTATS-UNIS : La solution diplomatique en ballottage



Selon des indiscretions fournies par plusieurs médias, des discussions, pas forcément directes, sont envisagées entre l'émissaire américain, Steve Witkoff, et le ministre des Affaires étrangères iranien, Abbas Araghchi, dans la capitale turque, Ankara. La piste des négociations semble se préciser peu à peu concernant l'issue de la vive tension entre Téhéran et Washington, si l'on se réfère aux déclarations émises des deux côtés, ces derniers jours. Selon plusieurs médias iraniens, le Président Massoud Pezeshkian a officiellement ordonné «l'ouverture de pourparlers avec les États-Unis» sur le dossier nucléaire, point remonté à la surface dans le contexte des velléités d'intervention militaire menées par la Maison-Blanche. Une série de tractations, impliquant des médiateurs potentiels, ont eu lieu depuis vendredi dernier, avec un déplacement remarqué du ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, en Turquie, puis l'arrivée du Premier ministre et ministre qatari des Affaires étrangères, Cheikh Mohammed ben Abderrahmane al-Thani, à Téhéran. Une dynamique qui a tempéré le sentiment que la situation allait glisser fatallement vers la confrontation. Cette tendance s'est également renforcée dans la journée d'hier, selon un poste de l'agence Irna sur la plateforme X, avec des entretiens téléphoniques du chef de la diplomatie iranienne, avec ses homologues saoudien, égyptien et turc. Donald Trump, pour sa part, dans

des déclarations faites dimanche dernier, dit croire, désormais, à la conclusion proche d'un accord. La rhétorique guerrière, qui dominait la scène jusque-là, a l'air, en tout cas, de céder de plus en plus de place à l'évocation de la diplomatie. La prudence reste de mise, cependant. Téhéran, qui dément avoir reçu un ultimatum de la Maison-Blanche, évoque, désormais, un cadre de travail pour les négociations, pouvant être finalisé dans les prochains jours. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a d'ailleurs souli-

gné la possibilité d'une «discussion sérieuse si l'administration américaine est véritablement intéressée par la recherche d'un accord juste et équitable», et préservant le droit au développement de l'usage civil du programme nucléaire iranien. Le porte-parole de la diplomatie iranienne, Esmail Baghaï, cité par les médias iraniens, a, pour sa part, indiqué, hier, s'attendre à ce que le fameux «cadre» de discussions avec Washington soit finalisé incessamment, ajoutant que des pays de la région servent de médiateurs pour

«l'échange de messages». Les arrangements discutés concerneraient «la méthode et le cadre de travail», a ajouté le porte-parole, sans préciser les sujets de fond qui seraient abordés, et réitérant, une nouvelle fois, que Téhéran «n'accepte jamais d'ultimatum». Selon des indiscretions fournies par plusieurs médias, des discussions, pas forcément directes, sont envisagées entre l'émissaire américain, Steve Witkoff, et le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, dans la capitale turque, Ankara. Deux hommes qui se connaissent plutôt bien, pour avoir déjà piloté près de cinq cycles de négociations indirectes (Mascate et Rome), durant le printemps de l'année 2025. La tension entre les États-Unis et l'Iran a pris une tournure dangereuse, depuis plus de 15 jours, avec l'annonce, faite par le Président Trump, de l'envoi d'une armada américaine non loin des côtes iraniennes. Depuis, le bras de fer s'est enclenché, par déclarations interpolées, faisant craindre un nouvel embrasement, après l'épisode de la «guerre des 12 jours», en juillet dernier. Avant-hier, le Guide suprême de la révolution iranienne avait averti que si le langage des armes reprenait le dessus, la déflagration déborderait en «guerre régionale». Un cauchemar à la fois militaire et économique, que nombreux pays de la région s'activent à faire éviter, après avoir déclaré ne pas autoriser leur territoires respectifs pour d'éventuelles attaques.

De nouveaux rapports mettent en lumière les échecs du Makhzen



De nouveaux rapports officiels au Maroc ont mis en évidence l'incapacité du Makhzen à répondre aux préoccupations des citoyens et aux revendications légitimes de nombreuses organisations en grève dans divers secteurs. Les chiffres du rapport annuel de la Cour des comptes révèlent la «procrastination» qui caractérise les politiques du Makhzen, notamment sur des questions sociales sensibles telles que l'emploi des jeunes et la couverture santé.

«Déséquilibres structurels»

Le rapport annuel du Conseil révèle qu'environ 30% des Marocains, soit plus de 11 millions de personnes, ne bénéficient toujours pas d'une couverture d'assurance maladie. Le rapport met en garde contre des «déséquilibres structurels» qui entravent l'accès des citoyens aux soins et menacent la pérennité des systèmes de protection sociale, des données qui contredisent les promesses du gouvernement d'instaurer une couverture santé universelle d'ici fin 2025. Le rapport souligne également le lourd fardeau financier supporté par les citoyens marocains: les dépenses à la charge des patients atteignaient 34% du coût des traitements en 2024, et jusqu'à 47% pour les maladies chroniques. De plus, le secteur privé domine largement, représentant 91% des dépenses d'assurance maladie, contre seulement 9% pour le secteur public. Selon les médias locaux, le gouvernement qui prétend mener des «réformes» et promouvoir un «Etat social», a ignoré 82% des recommandations du Conseil supérieur de surveillance, comme si ces rapports n'étaient qu'une simple façade plutôt qu'un outil de responsabilisation et de réforme. Le Conseil souligne que les recommandations non appliquées concernent des secteurs majeurs tels que la Santé, l'Education nationale et l'Enseignement supérieur.

«Banalisation de la corruption»

En bref, tous les secteurs qui ont un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens. Le problème le plus grave, ajoute la même source, n'est pas seulement la faiblesse de la mise en œuvre, mais la banalisation de l'échec. Au cœur de cet échec, le dossier de l'emploi des jeunes illustre de façon flagrante le décalage du gouvernement avec la réalité. Le chômage, qui ne cesse de s'aggraver, constitue une véritable bombe à retardement social, d'après ledit rapport. Déplorant cette situation, la députée marocaine Fatima Tamni a affirmé que les réformes du gouvernement n'ont eu aucun impact concret sur la vie quotidienne des Marocains, arguant que ses politiques publiques avaient exacerbé les tensions sociales et engendré des crises successives. Selon elle, les Marocains vivent au milieu d'une confluence de crises, à commencer par une inflation sans précédent, en passant par les conflits d'intérêts et la «banalisation de la corruption», et culminant avec les profonds dysfonctionnements des secteurs de la santé et de l'éducation, qui ont déclenché des manifestations de grande ampleur à travers le pays.

Arabes et Latinos, l'histoire d'une intégration hors norms

Comme les Européens avant eux, beaucoup d'habitants du monde arabe se sont embarqués pour le Nouveau Monde afin de fuir la guerre, la misère ou les persécutions religieuses.

Mais, au lieu de poser le pied aux États-Unis, la plupart se sont retrouvés en Amérique du Sud. Où ils ont prospéré. Écartelés entre le jeu de l'Empire ottoman et celui des puissances coloniales européennes, persécutés, victimes de précarité économique, des milliers d'Arabes du Proche-Orient – majoritairement chrétiens – ont, à partir de la fin du XIXe siècle, opté pour l'exil vers un continent inconnu : l'Amérique latine. « Amrik ». Au cours des quatre dernières décennies du XIXe siècle, avec le déclin de l'Empire ottoman et la pénétration du colonialisme européen dans la région, on assiste à la première grande vague de migration des Arabes du Proche-Orient vers le Nouveau Monde. Comme les Européens, la plupart d'entre eux visent l'Amérique du Nord, ces jeunes États-Unis où, dit-on alors, tout est possible, tout reste à conquérir. Et pourtant, nombre de ces immigrants originaires du Levant (Syrie, Liban, Palestine) vont découvrir à leur descente de bateau les terres chaudes, et parfois tropicales, de l'Amérique latine. Dans bien des cas, ce sont les compagnies maritimes qui les ont dupés. Et pourtant, ils vont y rester. Pour comprendre ce qui a motivé ces populations à émigrer, il faut revenir au contexte de l'époque. Entre 1840 et 1960, le Liban, intégré à l'Empire ottoman, et plus particulièrement la région du Mont-Liban, évoluent dans un contexte explosif. À l'origine, le Liban a été conquisi par les Arabes au VIIe siècle. Et le Mont-Liban est devenu le refuge des minorités menacées : les Maronites (chrétiens de Syrie) s'y sont établis dès le VIIe siècle, tandis que les Druzes (adeptes d'une religion issue de l'islam) s'y installent à partir du



XIe siècle. Le pays a ensuite été conquisi par les Ottomans au XVIe siècle, ceux-ci laissant une certaine autonomie aux habitants du Mont-Liban. Mais, à partir de 1840, cet îlot de coexistence pacifique va être victime du jeu des empires coloniaux et de ses propres désirs d'indépendance. Pour résumer, la région assiste à l'apparition d'un axe franco-égyptien, plutôt favorable aux chrétiens maronites, et d'un axe anglo-ottoman, plus conciliant avec les Druzes. La Sublime Porte, les Européens et les Égyptiens créent donc une rivalité entre Chrétiens et Musulmans. Et les simples différences confessionnelles deviennent des antagonismes politiques.

Le salut par le commerce

Entre 1860 et 1914, environ 1,4 million de personnes ont fui l'Emp-

pire ottoman pour aller s'installer dans les Amériques. Si la majorité des migrants de cette première vague était d'origine syro-libanaise, la deuxième vague, qui démarre à partir des années 1920, compte de nombreux Palestiniens. La plupart sont chrétiens et originaires de Bethléem. Selon Yousef Al Jamal, universitaire et co-auteur de Palestinian Diaspora Communities in Latin America and Palestinian Statehood, l'Amérique latine abrite la plus grande diaspora palestinienne hors du monde arabe : environ 700 000 personnes, dont 100 000 au Salvador. À leur arrivée dans ce pays d'Amérique centrale pourtant, les choses ont plutôt mal débuté. Contrairement aux migrants européens, les Palestiniens n'ont pas eu le droit d'occuper des emplois agri-

coles. Pour tirer leur épingle du jeu, les nouveaux arrivants se sont alors tournés vers le commerce ambulant. Selon Cécilia Baeza, universitaire spécialiste des diasporas, les marchands palestiniens d'Amérique latine ont commencé à faire du porte-à-porte pour vendre des objets artisanaux religieux. De fil en aiguille, ils ont élargi leurs activités à d'autres produits manufacturés, jusqu'à ouvrir leurs propres magasins. Néanmoins, les élites salvadoriennes, d'origine européenne, ont considéré les Palestiniens – toujours qualifiés de « Turcos » en référence à l'Empire ottoman – comme des êtres issus d'une classe inférieure. Et comme ces élites détenaient le pouvoir, ce rejet mâtiné de xénophobie s'est traduit au niveau institutionnel et dans les textes de loi.

L'art du contournement de la censure chinoise au Centre Pompidou

L'établissement parisien expose une cinquantaine d'œuvres récentes de 21 plasticiens chinois qui composent avec les restrictions de la liberté d'expression dans leur pays. Ce n'est pas parce que les artistes chinois ne peuvent pas tout dire qu'ils ne peuvent rien dire. L'exposition que leur consacre le Centre Pompidou, à Paris, en témoigne. Vingt et un ans après la mythique « Alors, la Chine ? », qui, pour la première fois, offrait au public français un panorama sur l'art contemporain chinois, le musée nous propose d'actualiser nos connaissances en donnant à voir une cinquantaine d'œuvres on ne peut plus actuelles, puisque la plus ancienne date de

2016 et la plus récente du mois d'août. En soi, c'est une bonne nouvelle. Même sous Xi Jinping, la création continue. Comment en serait-il autrement ? Dans les seules villes de Hangzhou et de Shanghai, pas moins de 10 000 étudiants sont inscrits à l'Académie des arts, rappellent, dans le catalogue, les deux commissaires français de l'exposition, Philippe Bettinelli, conservateur au Musée national d'art moderne, et Paul Frèches, directeur délégué du Centre Pompidou x West Bund Museum Project, à Shanghai. Il suffit d'ailleurs de pousser les portes d'un musée d'art contemporain chinois pour être surpris par la jeunesse du public et res-

sentir l'énergie qui l'anime. Néanmoins, n'importe quel visiteur ayant ouvert un journal ou allumé la télévision au cours de ces vingt dernières années sait pertinemment que la Chine de Xi Jinping n'a plus grand-chose à voir avec celle du début du siècle. D'ailleurs, les grandes expositions sur l'empire du Milieu semblent passées de mode. A côté de sa sœur aînée (50 artistes furent invités en 2003, et le catalogue ne comportait pas moins de 448 pages), la cadette est plus frêle : 21 artistes, nés entre la fin des années 1970 et les années 1980, et un catalogue de 120 pages.

Sérieux avertissement

Plus sage aussi. On chercherait en

vain la moindre œuvre portant non seulement sur le « Grand Leader » mais également sur le confinement durant l'épidémie de Covid-19, les conflits qui secouent la planète ou le réchauffement climatique, thèmes abordés par de nombreux artistes du monde entier. L'arrestation, le 26 août, de Gao Zhen, réfugié à New York, qui se moquait volontiers de Mao dans les années 2000 et a eu l'imprudence de rentrer provisoirement en Chine, constitue un sérieux avertissement aux artistes. La loi sur l'« atteinte à la réputation et à l'honneur des héros et des martyrs » est d'autant plus attentatoire à la liberté d'expression qu'elle est rétroactive.

Les maîtres de la photographie mondiale s'exposent à Viana do Castelo

Des noms comme Agnès Varda et Gilles Caron, mais aussi de jeunes talents, peuvent être vus aux Encontros Fotográficos das Neves jusqu'à la fin de l'année. Euronews s'est entretenu avec l'inspirateur de l'événement, Diamantino Quintas. Comment Vila de Punhe, une petite ville (freguesia) de la municipalité de Viana do Castelo, est-elle devenue le théâtre de ce qui est probablement l'exposition de photographie la plus importante et la plus complète du Portugal à l'heure actuelle ? La réponse se trouve chez Diamantino Quintas : l'histoire des Rencontres photographiques de Neves, qui se



Le congrès de Samarcande présente le Centre de la Civilisation Islamique de Tachkent

Dans cet épisode de Cult, nous nous intéressons à la vision audacieuse de l'Ouzbékistan pour le Centre de la Civilisation Islamique à Tachkent et nous nous immergions dans la culture vibrante de l'Ouzbékistan lors du festival « Shark Taronalari », qui célèbre la musique traditionnelle ouzbèke. Lors du 8e congrès international « L'héritage des grands ancêtres : Les fondements de la Troisième Renaissance » à Samarcande, nous en apprenons davantage sur le projet ambitieux de construction du Centre de la Civilisation Islamique à Tachkent par l'Ouzbékistan. Des universitaires du monde entier se sont réunis pour présenter des travaux novateurs dans le cadre du projet, tels qu'une reconstruction en 3D de l'ancienne Aksiket et un fac-similé de 114 Corans historiques. Nous découvrons également une autre démonstration du riche patrimoine culturel de l'Ouzbékistan lors du festival « Shark Taronalari », qui célèbre la musique traditionnelle ouzbèke.

« Norah », un portrait de la jeune fille saoudienne

Premier film saoudien sélectionné à Cannes, le mélodrame minimaliste de Tawfik Alzaidi met en scène le tabou de la représentation, dans les années 1990. On se souvient de l'heureuse surprise que fut Wadjda (2012), de la réalisatrice saoudienne Haifaa Al-Mansour, premier film à avoir jamais été produit en Arabie saoudite – un pays où, par ailleurs, les salles de cinéma ont rouvert en 2018, après trente-cinq années de fermeture. Cette comédie, qui eut sa première mondiale à la Mostra de Venise, suivait le désir irrépressible d'une adolescente de monter à bicyclette, une activité interdite aux femmes jusqu'en 2013. L'ambition de l'œuvre, tant esthétique que politique, avait emporté l'adhésion. En France, Wadjda a enregistré plus de 400 000 entrées en salle. Douze ans plus tard, Norah (autre prénom), premier « long » du scénariste et producteur Tawfik Alzaidi, a été le premier film saoudien sélectionné à Cannes dans la section Un certain regard. Le réalisateur situe le récit de ce mélodrame minimaliste dans les années 1990, à une époque où la question de l'art et de la représentation était encore taboue dans la société. Elle l'est d'autant plus dans ce village désertique où débarque un nouvel instituteur, Nader (Yagoub Alfarhan), venu de la ville et grillant des Marlboro. Il se donne pour mission d'apprendre à lire et à écrire à une classe de garçons, dont la plupart n'envisagent d'autre avenir que de travailler au côté de leur père.

Rêve d'une autre vie

Seule la petite épicerie permet de s'évader un peu. Son patron a des antennes en ville et fait venir sous le manteau, au choix, magazines de mode, cigarettes américaines, etc. Norah fait partie de ses clientes et, le soir venu, feuillette les pages de style, découpe des silhouettes, rêve d'une autre vie. La jeune fille, qui a perdu ses parents, a été recueillie avec son petit frère par son oncle et sa tante, très conservateurs. Elle est promise à un homme dont elle ne veut pas. Et, de toute manière, elle ne souhaite pas se marier.

Mourad Senoussi nommé directeur de l'Opéra d'Alger

La ministre de la Culture et des Arts, Dr Malika Bendouda, a nommé Mourad Senoussi à la tête de l'Opéra d'Alger Boualem Bessaïh.

Mourad Senoussi remplace Farid Khaous, secrétaire général et ordonnateur, qui assurait l'intérim de la gestion de l'institution.

Titulaire d'un master en sociologie de la culture

La cérémonie d'installation a été présidée par le directeur du développement et de la promotion des arts au ministère, Abdelrazak Baba. À cette occasion, Baba a exhorté le nouveau responsable à poursuivre les efforts visant à promouvoir cette institution culturelle de premier plan, à préserver le patrimoine artistique algérien et à œuvrer à son rayonnement afin qu'il devienne un



SECONDE MOUBAYAA DE L'EMIR ABDELKADER : Expo-documentaire à la Bibliothèque nationale

À l'occasion du 193ème anniversaire de la seconde Moubayaa, la Bibliothèque nationale expose documents et archives sur l'Emir Abdelkader et sa résistance. L'Algérie commémore la seconde Moubayaa de l'Emir Abdelkader. La Bibliothèque nationale expose des documents inédits sur cet acte fondateur de l'État algérien. La seconde allégeance à l'Emir Abdelkader, intervenue le 4 février 1833, constitue une étape déterminante dans l'histoire de la résistance algérienne face à la colonisation. De l'avis de nombreux historiens, cet acte fondateur connu sous le nom de seconde «Moubayaa», consacre l'Emir comme chef légitime pour la structuration d'un pouvoir politique, militaire et religieux organisé. Churchill, Kadache, Belkhodja, autant de spécialistes de l'histoire, évoquent l'affirmation d'un projet étatique algérien en gestation, fondé sur l'autorité morale, la légitimité spirituelle et la cohésion territoriale.

Un salon documentaire à la Bibliothèque nationale

À l'occasion de la commémoration du 193ème anniversaire de cet événement majeur (4 février 1833 – 4 février 2026), la Bibliothèque nationale algérienne organise, depuis dimanche der-

nier, un salon documentaire consacré à cette proclamation historique et fondatrice. Placée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, la manifestation se poursuit jusqu'au 7 février 2026 au siège de la Bibliothèque nationale. Le salon propose au public un ensemble documentaire riche et diversifié qui retrace le contexte politique, religieux et historique de la seconde allégeance à l'Emir.

Des archives révélant une administration structurée

Des livres anciens et contemporains, des manuscrits et des correspondances en langue arabe attribués à l'Emir et des journaux et revues d'époque y sont présentés. À ces sources écrites s'ajoutent des documents sonores, visuels, numériques et iconographiques qui offrent une lecture croisée et approfondie de cette période charnière. Les manuscrits et correspondances occupent une place centrale dans cette présentation. Les documents révèlent une administration structurée d'un État qui ne se limitait pas à une logique militaire, mais reposait sur une vision politique cohérente. Les ouvrages exposés relevant de l'historiographie classique ou de travaux plus récents interrogent la nature de l'État algérien au début du XIXème



siècle, ses institutions, ses mécanismes de gouvernance et les fondements idéologiques de la résistance. Ils mettent également en lumière le parcours militaire de l'Emir, sans le dissocier de ses choix politiques ni de son ancrage spirituel.

Iconographie et mémoire d'un chef d'État

Les portraits gravés et dessinés participent, quant à eux, à la construction d'une iconographie devenue emblématique. La sobriété de la posture, la retenue du regard et la dignité de l'habit

traduisent une autorité maîtrisée et une profondeur intérieure qui ont marqué les contemporains. Ces images contribuent à fixer dans la mémoire collective la figure de l'Emir Abdelkader comme chef d'État et homme de foi. Des photographies d'archives relatives au transfert de ses cendres et à son cortège funèbre à Damas constituent enfin des documents d'une forte charge symbolique. Elles illustrent le passage de l'histoire vécue à l'histoire commémorée et traduisent l'hommage rendu à une figure dont l'exil n'a jamais effacé la centralité dans la conscience nationale.

Hommage à Aksouh au musée national des Beaux arts



Un hommage à Aksouh est rendu mercredi à Alger au musée national des Beaux arts. Mohamed Aksouh est le doyen des arts plastiques algériens. Le directeur général de l'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC), Réda Faci, inaugure mercredi au musée national des Beaux arts, l'exposition hommage à Mohamed Aksouh, l'un des doyens et figure de proue des arts plastiques algériens.

2 films documentaires, consacrés à Aksouh

Intitulée «Aksouh au pays de la lumière», visible jusqu'au 30 octobre, l'exposition regroupe une quinzaine d'œuvres récentes de l'artiste, en plus de quelques documents d'archives et coupures de presse, retracant l'itinéraire artistique d'un des pères fondateurs de l'art contemporain algérien. En plus de l'exposition, 2 films documentaires, consacrés à Aksouh, sont projetés en même temps. Il s'agit de «Aksouh Jardin des toiles» de Hamid Benamara et «Mohamed Aksouh, peintre des deux rives», de Hamma Meliani. Absent depuis plusieurs années de la scène artistique nationale, Aksouh se dit «très heureux et ému par cet hommage et cette attention». Le curateur de l'exposition, Ahamed Chaouki Adjali explique que l'événement se donne pour objectif de montrer l'œuvre d'Aksouh, qui n'a pas exposé en Algérie depuis 1965, un des contemporains de Khadda, Issiakh, Benanteur et d'autres encore. Meriem Aitelhara, responsable du département des arts visuels et du patrimoine de l'AARC déclare que «c'est un honneur et un privilège de recevoir Mohamed Aksouh qui est un immense artiste». Mme Aitelhara souligne que «le choix du musée des beaux-arts est à la hauteur de l'artiste, qui mérite tous les égards».

Aksouh membre fondateur de l'Union des arts plastiques

Mohamed Aksouh, né en 1934 à Bologhine, est un peintre et graveur non figuratif, reconnu comme l'un des pionniers de la peinture algérienne moderne. Autodidacte, il débute comme forgeron, puis s'initie aux arts plastiques à la Maison des jeunes d'Hussein Dey dans les années 1950, où il pratique la poterie, la céramique, la sculpture, et la peinture. Dès 1960, il s'engage dans les chantiers culturels, voyage à travers l'Algérie, participe au Premier salon de l'indépendance en 1962 et devient membre fondateur de l'Union des arts plastiques. En 1965, il décide de s'installer à Paris, estimant que la vitalité artistique y est essentielle à son développement. Tout en continuant de travailler comme forgeron pour subvenir à ses besoins, Aksouh poursuit sa pratique artistique, exposant en France, en Suisse, en Algérie et dans le monde arabe. Sa peinture, profondément ancrée dans une quête de liberté et d'expression authentique, lui vaut en 2007 le 1er prix de la biennale des artistes orientaux à Sharjah (Émirats arabes unis).

POUR LEUR ROLE DE TRANSMISSION ET DE CONSERVATION DU PATRIMOINE :

Plaidoyer pour le rôle du guide touristique



Le Musée public national des arts et traditions populaires, en collaboration avec le Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie, a organisé, mardi après-midi, au palais Mustapha-Pacha à Alger, une conférence consacrée au thème «Le guide touristique et son rôle dans la valorisation du patrimoine culturel». Animée par Amel Hawas, guide touristique chevronnée, cette rencontre a mis en avant le rôle essentiel des professionnels du guidage dans la transmission des savoirs, la sensibilisation du public

et la mise en valeur de la culture nationale. Dans son intervention, Amel Hawas a rappelé que le guide touristique n'est pas qu'un simple accompagnateur de visiteurs. « Son rôle dépasse largement la simple présentation des sites : il est le trait d'union entre le passé et le présent, entre la pierre et la parole, entre la tradition et la modernité. Grâce à son savoir, sa passion et sa capacité de vulgarisation, le guide donne vie aux monuments, redonne voix aux artisans oubliés et invite les visiteurs à ressentir l'âme des lieux qu'ils découvrent », a-t-elle noté. Elle a également évoqué la richesse du patrimoine algérien, qui se distingue par sa diversité culturelle et géographique. Des ruines romaines de Tipasa aux oasis sahariennes, des casbahs aux musées, chaque lieu raconte une histoire unique que le guide se doit de faire revivre avec justesse et émotion. L'intervenante a insisté sur le fait que la valorisation du patrimoine ne peut se concevoir sans un effort d'éducation et de sensibilisation. En transmettant le sens des traditions et la valeur du patrimoine, le guide touristique contribue à éveiller la conscience patrimoniale du public, notamment chez les jeunes générations. Son discours, ancré dans la pédagogie et l'émotion, joue un rôle de médiation entre les institutions culturelles et la société. Elle a également mis en avant l'importance de la formation continue des guides, essentielle pour actualiser leurs connaissances et enrichir leur approche. La maîtrise des langues étrangères, l'usage des nouvelles technologies et la compréhension des attentes des visiteurs contemporains sont autant de défis à relever pour

rendre le métier plus dynamique et attractif. Le palais, devenu musée, symbolise la continuité entre l'histoire, la culture et l'identité nationale, autant de dimensions que le guide touristique s'attache à faire découvrir et comprendre. Par cette initiative, le musée public national des arts et traditions populaires confirme sa volonté d'ouvrir ses espaces à la réflexion et à l'échange autour du patrimoine culturel. En organisant des conférences, ateliers et rencontres thématiques, l'institution contribue activement à rapprocher le public du patrimoine et à susciter une véritable culture de la découverte. Le guide touristique, en racontant, en expliquant et en transmettant, fait vivre ce patrimoine et lui donne un avenir. Comme l'a résumé Amel Hawas en conclusion : « Le patrimoine n'existe vraiment que lorsqu'il est raconté, compris et aimé. Et notre mission, en tant que guides, est d'en être les voix vivantes » Une rencontre qui s'inscrit pleinement dans la démarche des musées algériens visant à faire du patrimoine un vecteur de connaissance, de fierté et d'unité nationale.

WHATSAPP :

Les IA de Meta débarquent enfin sur l'application

Depuis l'émergence de ChatGPT et de l'IA générative, les géants de la tech se bousculent pour concevoir leurs propres bots conversationnels.

WhatsApp n'a d'ailleurs pas tardé à suivre le mouvement, puisque la messagerie va bientôt intégrer des chatbots conçus par Meta, sa maison mère. Coup d'œil sur ces assistants virtuels aux facultés étonnantes.

De nouveaux assistants boostés par l'intelligence artificielle sur WhatsApp

Depuis maintenant quelques mois, Meta a fait de l'IA générative son nouveau cheval de bataille pour séduire les utilisateurs. Et vous l'avez sans doute déjà remarqué en naviguant sur Facebook ou Instagram, puisque ces deux réseaux commencent d'ores et déjà à intégrer des bots de discussion. Si vous n'y avez pas encore accès, sachez qu'ils se présentent sous la forme de personas et ont tous leurs propres spécificités. Mention spéciale au « Dungeon Master » et sa photo de Snoop Dogg (oui, vous avez bien lu), avec lequel on peut participer à une «



aventure dont vous êtes le héros ». On sent bien que Meta en est encore au stade d'expérimentation, certes, mais c'est déjà un bon début. Facebook et Instagram ne sont pas les seuls services de Meta concernés, puisque la messagerie WhatsApp va, elle aussi, accueillir ces fameux bots. Les premiers bêta-testeurs

sont d'ailleurs déjà accès à ces personnes : si l'on en croit leurs premiers retours, il est possible de discuter avec eux directement via la page d'accueil en appuyant sur la barre des menus (iOS) ou l'icône « + » (Android). Vous aurez alors accès à une nouvelle fenêtre de chat, sur laquelle vous pourrez entamer une conver-

Une application de messagerie en constante évolution

Pour survivre dans le milieu très concurrentiel des applis de messagerie instantanée, il faut savoir innover en étant capable de répondre aux nouvelles habitudes des utilisateurs. Et à ce petit jeu là, on peut dire que WhatsApp est loin de faire pâle figure. En effet, on a vu il y a quelques semaines que l'application était enfin disponible sur Apple Watch. Bien pratique pour recevoir des messages et y répondre directement sur son poignet.

MICROSOFT BUILD :

De nouveaux investissements massifs annoncés en Asie du sud-est



En tournée en Asie du Sud-Est dans le cadre de Microsoft Build, Satya Nadella, PDG de Microsoft, a annoncé hier à Kuala Lumpur un investissement de 2,2 milliards de dollars pour faire progresser la nouvelle infrastructure cloud et d'IA en Malaisie. Une annonce qui fait suite à celle d'un investissement de 1,7 milliard en Indonésie, de la construction d'une nouvelle région de datacenters en Thaïlande et à son engagement à doter 2,5 millions de personnes en Asie du Sud-Est de compétences en IA d'ici 2025 le 30 avril dernier. Après avoir investi il y a peu de temps 3,4 milliards de dollars en Allemagne, 2,1 milliards en Espagne, Microsoft a annoncé dernièrement ses plus gros investissements dans différents pays de la zone Asie-Pacifique. Le premier concerne l'Asie de l'Est, avec un investissement de 2,9 milliards de dollars dans l'IA et l'infrastructure cloud au Japon tout en renforçant les compétences, la recherche et la cybersécurité du pays. Les deux derniers s'adressent à l'Asie du Sud-Est où, selon Microsoft faisant référence à une étude de Kearney, l'IA pourrait contribuer à hauteur de près de 1 000 milliards de dollars au produit intérieur brut (PIB) d'ici 2030, dont 366 milliards de dollars pour l'Indonésie et 115 pour la Malaisie. Des marchés où Microsoft a l'intention de garder une longueur d'avance sur ses concurrents. La tournée de Microsoft Build a débuté dans la région le 30 avril dernier, avec un arrêt à Jakarta, capitale de l'Indonésie où se trouve le secrétariat général de l'ASEAN. Lors de l'AI Day Jakarta, Microsoft s'est engagé à doter 2,5 millions de personnes des États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) de compétences en IA d'ici 2025. Les initiatives de formation professionnelle seront mises en œuvre en partenariat avec des gouvernements, des organisa-

tions à but non lucratif et des entreprises, ainsi qu'avec des communautés en Indonésie, en Malaisie, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam. Elles s'appuieront sur une série de programmes de formation Microsoft existants dans la région, qui ont déjà aidé de nombreuses personnes à décrocher des emplois ou à faire des changements de carrière, en particulier les femmes, qui continuent d'être sous-représentées dans le secteur de la technologie. Satya Nadella y a révélé l'intention de l'entreprise d'investir 1,7 milliard de dollars au cours des quatre prochaines années dans une nouvelle infrastructure de cloud et d'IA en Indonésie, d'offrir des opportunités de formation en IA à 840 000 personnes et un soutien à la communauté croissante des développeurs du pays. Le lendemain, lors de l'AI Day le 1er mai à Bangkok, il a annoncé des engagements importants, sans en préciser le montant, en Thaïlande dans les mêmes objectifs, cette fois-ci pour former plus de 100 000 personnes.

L'IA, une chance potentielle pour l'éducation

Outre le rôle d'assistance à la rédaction de sujets et de correction de devoirs, l'intelligence artificielle pourrait offrir une aide personnalisée à chaque élève, estiment Jean Ponce et Isabelle Ryl, dans leur carte blanche au « Monde ». Plus d'un mois après la rentrée scolaire, responsables politiques, journalistes et grand public s'interrogent sur l'impact de l'intelligence artificielle (IA) générative sur l'éducation. L'école française, du primaire à l'université, saura-t-elle profiter des apports de la recherche en IA (générale ou pas), et faire face aux défis correspondants ? Et trouver, si elle le décide, les moyens nécessaires au déploiement à grande échelle de cette technologie, notamment pour la formation du personnel ? Ces enjeux sont évoqués dans un rapport du ministère de l'éducation nationale et de la jeunesse de janvier. L'attention qu'il suscite n'est pas sans rappeler le battage médiatique qui a

salue, en 2012, l'arrivée des MOOC (pour Massive Open Online Course). Ces cours en ligne devaient bouleverser l'enseignement supérieur en permettant à chacun de suivre à distance, et parfois gratuitement, les cours des meilleurs professeurs – souvent américains. Malgré une embellie pendant la pandémie de Covid-19, l'impact des MOOC s'est avéré relativement modeste, et ils sont aujourd'hui un outil pédagogique parmi d'autres, par exemple pour la formation des professionnels. L'IA générative s'est, elle, diffusée très rapidement à une beaucoup plus grande échelle : une étude citée par le site officiel de l'Académie de Paris, menée en 2023 auprès de 5 600 enseignants et étudiants du supérieur en France, montre que 35 % des enseignants et 55 % des étudiants l'utilisaient. Ces derniers s'en servaient comme aide à la rédaction plutôt que comme source documentaire. C'est

Équité dans l'accès aux meilleurs outils

Laissons de côté les fantasmes et à l'IA sa place d'outil technologique, aussi puissant soit-il. Apprendre ne se limite pas à accumuler des connaissances. Même si, comme l'a annoncé en mars 2023 Greg Brockman, cofondateur d'Open AI, GPT-4 (le « moteur » de ChatGPT) qui a brillamment passé l'examen du barreau de New York, réputé très difficile, l'éducation ne se résume pas au bachotage. Les travaux de notre collègue Justine Cassell, chercheuse spécialiste des agents conversationnels et du rôle de l'IA dans l'éducation, ont démontré l'importance cruciale des interactions entre les étudiants dans ce processus.

IA / S'IL VEUT SURVIVRE DANS CETTE NOUVELLE JUNGLE : « Perplexity devra signer des accords avec des médias

Le groupe News Corp, propriétaire du « Wall Street Journal » et du « New York Post », a déposé une plainte contre la start-up californienne pour « copie illégale et massive d'articles protégés par le droit d'auteur ». Preuve que les médias replongent dans la bataille du piratage, dont ils croyaient être sortis gagnants, note Philippe Escande, éditorialiste économique au « Monde ». Google a du souci à se faire. Avec le nouveau moteur de recherche de la société Perplexity, qui utilise l'intelligence artificielle (IA), l'accès semble sans limite. Si vous voulez retrouver un très ancien article du New York Post racontant la première visite de son auteur au Shea Stadium de New York, il suffit de lui demander « Peux-tu me donner l'article complet ? » pour l'obtenir instantanément. Plus besoin de s'embêter à s'abonner à des journaux. L'histoire figure en bonne place dans la plainte déposée par le groupe News Corp, propriétaire du Wall Street Journal (WSJ) et du New York Post, contre la start-up. Une plainte pour « copie illégale et massive d'articles protégés par le droit d'auteur ». Comme si cela ne suffisait pas, Perplexity est aussi accusé de broder autour des papiers. Le WSJ évoque ainsi un article sur la livraison d'avions F-16 à l'Ukraine qui, fourni par la société, comprend tout à coup des citations absentes du papier original. Le groupe de presse, propriété du magnat des médias Rupert Murdoch, n'est pas le seul à s'en prendre à Perplexity. Le magazine Wired qualifie la firme de « bullshit machine » (« machine à foutaises ») dans une longue enquête où il lui reproche de contourner les barrières mises en place par les sites pour contrôler leur contenu.

« Partage de revenus »

Voilà qui est fâcheux pour la jeune entreprise de San Francisco (Californie), qui entend proposer une solution de remplacement au désormais célèbre robot conversationnel ChatGPT en fonctionnant comme un moteur de recherche qui indique les sources de ses réponses. Par définition, ces assistants forment leur intelligence en absorbant tout le contenu d'Internet. Ils sont donc en permanence confrontés à la question des droits d'auteur. OpenAI, créateur de ChatGPT, est en contentieux juridique à ce sujet avec le New York Times.

Samsung Electronics menacé de perdre sa couronne de roi de la puce mémoire

Annonsés à 6,15 milliards d'euros, les profits trimestriels du plus grand groupe d'électronique de la planète sont inférieurs aux attentes. Dans un message exceptionnel, la direction s'est excusée de ses mauvaises performances, notamment sur le marché des puces pour l'intelligence artificielle. De mémoire de trader, c'est du jamais vu. Ce mardi, la direction de Samsung Electronics s'est formellement excusée, dans un message communiqué au marché, de la relative faiblesse de ses résultats financiers trimestriels. Le plus grand groupe d'électronique de la planète estime qu'il a généré, sur la séquence allant de juillet à septembre, un profit opérationnel de 9.100 milliards de wons (6,15 milliards d'euros), alors que les analystes avaient espéré des bénéfices dépassant les 11.000 milliards de wons.

Mercredi 04 Février 2026

N°2179



JAPON:

Des chutes de neige exceptionnelles font 30 morts

Des chutes de neige d'une abondance exceptionnelle ont causé la mort de 30 personnes au Japon au cours des deux dernières semaines, dont une femme de 91 ans retrouvée ensevelie devant son domicile, ont annoncé mardi les autorités. Le gouvernement japonais a déployé des militaires pour aider les habitants du département d'Aomori, le plus touché, où jusqu'à 4,5 mètres de neige se sont accumulés au sol dans des zones isolées. La Première ministre Sanae Takaichi a tenu mardi une réunion extraordinaire du gouvernement pour demander aux ministres de tout mettre en œuvre pour protéger les vies humaines. Une puissante masse d'air froid a entraîné de fortes chutes de neige ces dernières semaines le long de la côte de la mer du Japon, certaines zones enregistrant plus du double des volumes habituels. Depuis le 20 janvier et jusqu'à mardi, 30 personnes sont décédées en raison de ces intempéries, selon l'Agence de gestion des incendies et des catastrophes. Des murs de neige atteignant 183 cm recouvrent le sol de la capitale. "Le risque d'accidents potentiellement mortels, par exemple dus à des chutes de neige depuis les toits ou à des effondrements de bâtiments, est imminent", a déclaré un responsable de la police locale lors d'une conférence de presse.

S.Souad

CHINE :

Deux morts et trois disparus après l'effondrement d'un pont

Deux personnes ont été tuées, et trois autres sont portées disparues à la suite de l'effondrement d'un pont en construction survenu lundi après-midi dans la ville de Yancheng de la province du Jiangsu, dans l'est de la Chine, ont annoncé tôt mardi les autorités locales. Les opérations de secours et l'enquête sur la cause de l'accident sont en cours.

PAKISTAN :

Au moins quatre policiers tués dans des attaques au Baloutchistan

Au moins quatre policiers ont été tués samedi dans des attaques au Baloutchistan, province du sud-ouest du Pakistan, ont indiqué des responsables pakistanais. "Des attaques suicide et armées coordonnées ont lieu à travers le Baloutchistan", y compris dans le chef-lieu provincial Quetta, a indiqué un responsable sécuritaire local, précisant qu'"au moins quatre policiers ont été tués rien qu'à Quetta". Les liaisons ferroviaires ont été suspendues dans les zones visées et les services de téléphonie mobile ainsi que le trafic routier sont perturbés. Les attaques commises samedi interviennent un jour après que l'armée pakistanaise a affirmé avoir tué 41 hommes armés au Baloutchistan.

BRESIL :

Au moins huit morts dans de fortes pluies

Au moins huit personnes sont mortes après de fortes pluies au Brésil, qui ont aussi laissé plus d'un million de foyers sans électricité dans l'Etat de São Paulo, ont indiqué samedi les autorités. Jusqu'à 100 millimètres de pluie par jour, des vents de 100 km/h, de la grêle : certaines régions du centre et du sud-est du pays sont touchées depuis vendredi par de fortes tempêtes, selon l'Institut national de météorologie (Inmet).

EMPLOI:

Les tests antidrogues désormais obligatoires pour les recrutements

Les tests antidrogues sont désormais obligatoires pour postuler à un poste de travail en Algérie. C'est ce que stipule un décret exécutif publié dans le dernier journal officiel. « Outre les autres conditions de recrutement prévues par la législation et la réglementation en vigueur, il est exigé que les dossiers de recrutement dans les secteurs public et privé comportent des tests de dépistage négatifs prouvant que le candidat n'a pas consommé de stupéfiants et/ou de substances psychotropes », est-il écrit en effet dans ce décret. Ces tests sont, également, exigés pour les fonctionnaires et les travailleurs candidats aux examens et tests professionnels, dans les secteurs public et privé, ajoute le texte, soulignant ces tests qui « consistent à rechercher l'usage d'une ou de plusieurs substances, classées comme stupéfiants et/ou substances psychotropes par la réglementation en vigueur sont effectués dans des laboratoires autorisés par le ministère chargé de la santé ».

Candidats utilisant des stupéfiants pour des raisons médicales doivent fournir un certificat médical

Le décret stipule en outre que « les analyses peuvent inclure l'examen d'échantillons biologiques de sang, de salive ou d'autres échantillons biologiques qui permettent de détecter la consommation de stupéfiants et/ou de substances psychotropes



». Le texte précise par ailleurs que les candidats aux recrutements ou aux examens et tests professionnels qui utilisent des stupéfiants et/ou des substances psychotropes pour des raisons médicales et de santé, sont tenus de déclarer les substances qu'ils utilisent et de fournir, dans le dossier de candidature au recrutement, en sus des tests prévus au présent décret, un certificat médical qui le prouve, sauf si cela est incompatible avec l'emploi ou le poste à pourvoir ». M.Bouchra

TRANSPORT PAR TAXI :

Lancement des ateliers de travail avec le ministère



annoncé l'ouverture de « véritables ateliers de travail encadrés par un calendrier précis » pour traiter les dossiers professionnels et sociaux accumulés.

Concrétisation du dialogue

Cette réunion de suivi, tenue au siège du ministère des Transports, témoigne de la volonté des autorités, sous la direction du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, d'adopter une approche participative et responsable pour résoudre les préoccupations du secteur. Les ateliers se concentreront sur plusieurs dossiers prioritaires dont la révision du taux d'augmentation de la tarification du transport, pour équilibrer le pouvoir d'achat des citoyens et les droits des professionnels la modification des lois et décrets réglementant la profession, les solutions équitables pour le dossier des licences des moudjahidine, la lutte contre les applications de transport illégales et protection de l'activité réglementée, l'étude de l'âge de la retraite, tenant compte des spécificités et conditions de la profession et l'intégration des transporteurs dans le régime de l'auto-entrepreneur pour alléger les charges fiscales et sociales ainsi que la facilitation des procédures d'importation et d'acquisition des véhicules de 5 et 9 places. M.Nacera

ETATS-UNIS:

Vague de froid exceptionnelle à New York, 13 morts

New York déplore 13 morts "dans lesquels l'hypothermie a joué un rôle", au onzième jour d'une vague de froid exceptionnelle, a annoncé le maire Zohran Mamdani lors d'une conférence de presse lundi. "Ce matin, seize de nos concitoyens new-yorkais étaient décédés à l'extérieur pendant cette période de froid intense. Dans treize de ces cas, les conclusions préliminaires indiquent que l'hypothermie a joué un rôle", a indiqué M. Mamdani, ajoutant que les trois autres "semblent être dus à une overdose". Aucune de ces personnes ne campait dans la rue au moment de leur décès, a-t-il ajouté. Certains avaient été en contact avec les services d'hébergement d'urgence. La métropole du nord-est des Etats-Unis "pourrait très bien être en train de vivre la plus longue période consécutive de températures inférieures à 32 F (0 C, NDLR) dans toute l'histoire de notre ville", a-t-il indiqué. Pour faire face à cette situation, la municipalité a mis en place une flotte de 20 véhicules avec à leur bord des personnels de santé, ainsi que des centres de ré-



chauffement d'urgence. Elle a augmenté ses capacités d'accueil en refuges collectifs et individuels. Entre 2005 et 2021, New York déplorait entre 9 et 27 décès par an liés au froid, selon des statistiques officielles. Ce chiffre est monté à 34 en 2021 et 54 M.Bouchra

ETATS-UNIS :

Un enfant de quatre ans décède de malnutrition à New York

Un enfant est mort de malnutrition dans un appartement insalubre à New York dans le quartier de Harlem. Les parents sont accusés d'homicide involontaire. Ahmek Modlin, un garçon de 4 ans, est décédé dans des conditions de malnutrition extrême à Harlem, dans un appartement insalubre, ont révélé les procureurs lors d'une audience jeudi, rapporte le New York Post. Son père, Laron Modlin, 25 ans, a été inculpé d'homicide involontaire et de mise en danger d'enfants, et a été placé en détention provisoire sans possibilité de libération sous caution.

MEXIQUE :

Le siège d'un journal visé par des tirs en pleine guerre des cartels

Dans la nuit de jeudi à vendredi, des inconnus ont ouvert le feu sur les locaux du journal « El Debate ». Cet événement intervient en pleine guerre des cartels dans cette région du pays. Le siège d'un journal local de la ville mexicaine de Culiacan (nord-ouest), secouée par une guerre entre deux factions du cartel de Sinaloa, a été visé par des tirs qui n'ont pas fait de victimes, ont annoncé vendredi les autorités dénonçant « une attaque contre la liberté d'expression ».

INTEMPERIES
SRI LANKA :

Trois morts en raison des conditions météorologiques extrêmes

Trois personnes sont mortes en raison des conditions météorologiques extrêmes au Sri Lanka, selon la dernière mise à jour publiée lundi matin par le Centre de gestion des catastrophes du pays (DMC). Le même organisme a fait savoir que le Sri Lanka a commencé à connaître de fortes pluies, 134.484 personnes appartenant à 34.492 familles ont été déplacées par des catastrophes déclenchées par les pluies qui se sont abattues dans 12 districts à travers le pays.

RUSSIE:

Un naufragé retrouvé en mer après deux mois de dérive en canot

Un homme a été retrouvé vivant après avoir passé plus de deux mois à dériver sur un canot gonflable dans les eaux de la mer d'Okhotsk, en Extrême-Orient russe, avec deux compagnons d'infortune, qui eux sont morts, a indiqué mardi le parquet régional dans un communiqué. Dans une vidéo diffusée par le parquet, on voit un homme barbu en gilet de sauvetage orange, en pleine nuit, en train de s'envelopper dans une couverture sur son embarcation gonflable, dans l'attente des secouristes qui s'approchent.